

## Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2009

---

BMO Groupe financier annonce de bons résultats pour le troisième trimestre ainsi qu'un montant record de revenus

Les revenus et le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada sont toujours en forte progression

Tirant parti de la diversification de ses services et d'occasions sur le marché, les activités de BMO Marchés des capitaux enregistrent une excellente performance

Déjà élevé, le ratio du capital de première catégorie grimpe à 11,71 %

---

### Points saillants des résultats financiers :

#### Comparaison des résultats du troisième trimestre de 2009 avec ceux du troisième trimestre de 2008

- Revenu net de 557 millions de dollars, en hausse de 36 millions ou de 6,9 % par rapport à il y a un an.
- Résultat par action<sup>1</sup> (RPA) de 0,97 \$ et RPA avant amortissement<sup>2</sup> de 0,98 \$, en baisse de 0,01 \$ et de 0,02 \$, respectivement, par rapport à la même période l'an dernier.
- RPA avant amortissement rajusté<sup>2</sup> de 1,05 \$, exclusion faite d'une hausse de 39 millions de dollars après impôts de la provision générale (0,07 \$ par action).
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 417 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 357 millions et des dotations à la provision générale de 60 millions, comparativement à des dotations totalisant 484 millions et composées de dotations à la provision spécifique de 434 millions et de dotations à la provision générale de 50 millions un an plus tôt.
- Déjà élevé, le ratio du capital de première catégorie de BMO grimpe à 11,71 %.

#### Comparaison des résultats des neuf premiers mois de 2009 avec ceux des neuf premiers mois de 2008

- Revenu net de 1 140 millions de dollars, comparativement à 1 418 millions en 2008.
- RPA de 1,97 \$, contre 2,70 \$, et RPA avant amortissement de 2,01 \$, comparativement à 2,75 \$.
- RPA avant amortissement rajusté de 3,07 \$, exclusion faite des charges liées à la conjoncture des marchés financiers de 439 millions de dollars après impôts (0,84 \$ par action) des premier et deuxième trimestres, des indemnités de licenciement de 80 millions après impôts (0,15 \$ par action) du deuxième trimestre et des dotations à la provision générale de 39 millions après impôts (0,07 \$ par action) du troisième trimestre.

**Toronto, le 25 août 2009** – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 557 millions de dollars, ou de 0,97 \$ par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009. Les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada ont enregistré de solides résultats, avec un revenu net de 356 millions de dollars, en hausse de 41 millions ou de 13 % par rapport à la même période l'an dernier, et le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé de 80 millions, ou de 30 %, pour atteindre 343 millions.

Nous avons annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre, soit le même montant que pour le trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

« Les mesures instaurées au cours des trois dernières années pour renforcer nos activités de base ainsi que les efforts déployés pour consolider notre présence sur le marché et nous y démarquer se traduisent par un revenu net et des dividendes », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. « Notre stratégie, c'est-à-dire proposer à nos clients des produits et services de qualité qui les aident à clarifier les questions d'argent et de placement pour qu'ils prennent des décisions qui ont du sens pour eux, donne d'excellents résultats. »

« PE Canada a connu un très bon trimestre, dégageant un revenu net de 356 millions de dollars, soit 13 % de plus qu'il y a un an. Avec une hausse de ses revenus de 17 % et l'augmentation, à plus de 20 %, de sa part du marché des prêts à la petite et moyenne entreprise, le secteur des services bancaires aux entreprises a connu une croissance particulièrement remarquable. Nos taux de fidélité de la clientèle des services bancaires aux particuliers ne cessent de monter d'une année à l'autre et, plus important encore, nos clients sont pour nous de véritables ambassadeurs. Également, en annonçant récemment les lauréats de ses prix des meilleurs services bancaires pour 2009, l'institut d'études de marché international Synovate a reconnu que la Banque de Montréal était celle qui, des cinq grandes banques, avait le plus amélioré la qualité de ses services, lui décernant trois prix, dont celui de l'excellence des services en succursale. La performance de BMO Marchés des capitaux est elle aussi digne de mention puisque, conjuguée à une position fort solide sur le plan de la trésorerie et du capital, la faiblesse des taux d'intérêt lui a permis d'exploiter de nombreuses occasions d'affaires. Les revenus de négociation ont fortement augmenté depuis un an, tout comme l'a fait le revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises. Les résultats du groupe Gestion privée ont eux aussi été supérieurs à ceux du deuxième trimestre puisque les revenus provenant des courtiers et les actifs des fonds d'investissement se sont accrus à la faveur d'un redressement des marchés boursiers. Les taux de fidélité de nos clients des services bancaires aux particuliers offerts aux États-Unis demeurent élevés alors que ceux de nos concurrents fléchissent. Nos pertes sur prêts sont inférieures à la moyenne de notre groupe de référence, et notre taux de maintien des dépôts qui arrivent à échéance est excellent, ce qui témoigne de notre souci d'offrir à la clientèle des produits et services qui lui conviennent parfaitement. »

« Dans l'ensemble, nos groupes d'exploitation ont connu un bon trimestre. Il devient manifeste que les problèmes économiques s'estompent et que, peu à peu, la situation redevient plus normale. BMO sera parfaitement en mesure de poursuivre sa croissance au fil de l'amélioration de la conjoncture », a ajouté M. Downe.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du Rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Le RPA avant amortissement rajusté est également une mesure non conforme aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Éléments notables de même qu'à la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le revenu net s'établit à 356 millions de dollars, en hausse de 41 millions ou de 13 % depuis un an. Les revenus des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes ont tous progressé, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des volumes de la plupart des produits et l'amélioration de la marge nette d'intérêts. Nous continuons d'obtenir d'excellents résultats en dépit de conditions de marché plutôt difficiles.

Aider notre clientèle à opter pour les meilleures solutions qui soient dans le contexte économique actuel, tel est notre engagement. C'est également ainsi que nous continuons de rétrécir, comparativement à il y a un an, l'écart entre nos taux de fidélité des particuliers et des entreprises et ceux du chef de file du secteur.

Pour ce qui est des services aux particuliers, les efforts déployés pour rehausser la gestion du rendement, les investissements dans le réseau de succursales et le lancement de nouveaux produits ont permis d'accroître les revenus et d'accélérer la croissance des produits de dépôt. Au cours du trimestre, nous avons lancé la Formule futée BMO pour aider nos clients à épargner, à emprunter judicieusement et à gérer leurs affaires financières grâce à des astuces fort simples. Depuis le début de l'exercice, nous avons inauguré huit nouvelles succursales, en avons réorganisé cinq et en avons rénové trois. Nous avons également fermé 88 succursales en magasin car nos clients préfèrent avoir accès à une gamme complète de services bancaires, dont des conseils professionnels et une capacité de gestion des relations, en un seul endroit et apprécient également la commodité de nos services bancaires en ligne.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, nous gardons le cap sur notre objectif, soit devenir la banque de choix des entreprises canadiennes. Nous détenons la deuxième part de ce marché au Canada. BMO continue de donner à sa clientèle formée de petites et moyennes entreprises un accès au crédit. Même si la croissance des prêts a été pour ainsi dire inexistante, nous avons accru notre part de marché de 21 points de base

depuis un an et de 13 points de base depuis le trimestre précédent, la portant ainsi à 20,1 %.

Nous élargissons également nos activités de cartes tout en faisant preuve de la prudence que commandent les conditions de crédit actuelles. Nous avons simplifié et rehaussé notre gamme de cartes de crédit en éliminant les frais annuels de 400 000 clients et en doublant les milles de récompense AIR MILES de 1,2 million d'autres clients. Pour la quatrième année consécutive, notre groupe a reçu le Global Quality Standards Platinum Award, prix décerné par MasterCard Worldwide pour souligner une performance supérieure dans les principaux secteurs qui influent sur l'expérience client lors des achats.

Au cours du troisième trimestre, les activités de placements à terme ont été intégrées à PE Canada, ce qui reflète plus fidèlement la stratégie de ce groupe en matière de produits destinés aux particuliers. Parallèlement, toutes les activités d'assurance de BMO sont désormais menées par le groupe Gestion privée.

## **PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)**

Le revenu net s'établit à 23 millions de dollars, en baisse de 5 millions ou de 16 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net avant amortissement s'élève à 29 millions, ce qui traduit un recul de 6 millions ou de 15 %. Les résultats ont bénéficié de l'élargissement des marges sur les prêts et du maintien des dépôts ainsi que de la hausse des gains sur les ventes de prêts hypothécaires.

Le revenu net avant amortissement, calculé de manière à tenir compte d'un rajustement au titre de l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration et des gains et charges liés à Visa, a dépassé 40 millions de dollars dans les cinq derniers trimestres et atteint un sommet de 43 millions pour le trimestre à l'étude.

Depuis le deuxième trimestre, le revenu net a monté de 2 millions de dollars ou de 16 %, de meilleurs écarts de taux des prêts ayant élargi la marge nette d'intérêts.

Les prêts douteux ont augmenté tout comme l'ont fait les frais de gestion de ce portefeuille, ce qui a réduit le revenu net du trimestre de 13 millions de dollars, comparativement à 5 millions il y a un an.

Les revenus ont fléchi de 1 million de dollars ou de 0,5 % en regard de ceux de la même période de 2008. Abstraction faite de l'incidence du portefeuille de prêts douteux, les revenus se sont accrus de 8 millions ou de 3,3 %, ce qui a découlé en grande partie des gains sur les ventes de prêts hypothécaires. Depuis un an, la marge nette d'intérêts s'est élargie grâce aux nouveaux dépôts et aux mesures d'établissement des prix.

Nous nous efforçons toujours de recruter de nouveaux clients des services aux particuliers et aux entreprises, et nous continuons d'accorder des prêts et de fournir des services de dépôt à notre clientèle, tout en gérant nos frais. Ces efforts devraient nous permettre de tirer pleinement parti de la fin de la présente récession. Le volume de nouveaux prêts hypothécaires est élevé et la majorité d'entre eux est vendue sur le marché secondaire. Nous avons aboli les prêts sur valeur domiciliaire assortis d'une quotité de financement élevée. Nous avons amélioré notre processus d'examen de la qualité des prêts destiné aux groupes chargés du montage de prêts, avons instauré une nouvelle stratégie de gestion de la gamme de prêts dont le ratio de quotité de financement est élevé et avons peaufiné nos méthodes de surveillance. En ce qui concerne les dépôts, nous enregistrons d'excellents taux de maintien de ceux qui arrivent à échéance, ce qui reflète notre souci d'offrir à la clientèle les bons produits et services.

Le centre d'appels Harris a récemment obtenu l'accréditation de centre d'excellence de la part du Center for Customer-Driven Quality (CCDQ) de Purdue University, ce qui constitue une remarquable réalisation. En effet, le CCDQ, chef de file reconnu de l'évaluation du rendement et de l'attestation des centres d'appels, ne décerne cette accréditation qu'à seulement 10 % de ceux qui en font la demande.

Notre taux de recommandation net, qui constitue une mesure de la fidélité de la clientèle, est toujours élevé et stable alors que celui de plusieurs de nos concurrents fléchit.

## **Groupe Gestion privée**

Depuis le troisième trimestre, toutes les activités d'assurance de BMO sont désormais menées par le groupe Gestion privée, ce qui renforce l'orientation de notre stratégie de gestion de patrimoine et intègre notre capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe. Concurrentement, les activités de placement à terme ont été transférées à PE Canada, reflétant ainsi plus fidèlement sa stratégie de produits destinés aux particuliers.

Le revenu net du trimestre s'établit à 120 millions de dollars, en hausse de 42 millions ou de 54 % par rapport à celui du deuxième trimestre. Tous nos secteurs d'activité ont réussi à hausser leurs revenus car nous axons toujours nos efforts sur la prestation de services et de conseils dont la qualité est celle à laquelle notre clientèle s'attend, et ce, surtout dans la conjoncture actuelle.

Exclusion faite des activités d'assurance, le revenu net du groupe Gestion privée a été de 53 millions de dollars, en hausse de 6 millions ou de 14 % depuis le deuxième trimestre, ses revenus ayant progressé de 8,3 % à la faveur de marchés boursiers plus propices et des efforts consentis à l'obtention de nouveaux actifs de clients. Les actifs sous gestion et sous administration ont monté de 6 milliards de dollars ou de 2,7 %, et de 6,5 % dans leur monnaie d'origine.

Le revenu net des activités d'assurance a été de 67 millions de dollars, incluant un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 23 millions. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru le revenu net de 3 millions puisque, pour le trimestre précédent, seulement un mois de son revenu net avait été pris en compte.

Pour le troisième trimestre, le revenu net du groupe Gestion privée a fléchi de 5 millions de dollars ou de 4,2 % en regard d'il y a un an à cause de la mollesse des marchés boursiers et de la faiblesse des taux d'intérêt. Le revenu net de la période à l'étude a été soutenu par un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures ainsi que par l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Le groupe Gestion privée a fait son entrée sur le marché des fonds indiciaires négociables en bourse (FINB) en lançant quatre de ces fonds au cours du trimestre, l'objectif étant d'accroître le nombre de solutions d'investissement offertes à notre clientèle. Nous sommes ainsi devenus la seule grande institution financière du Canada à offrir une gamme de FINB, lesquels constituent des véhicules de placement à faibles coûts qui sont faciles à comprendre et qui assurent une diversification des risques. Nos premiers FINB procurent aux épargnants des bases à partir desquelles ils peuvent bâtir un portefeuille bien diversifié et comprennent le FINB BMO obligations de l'État canadien, le FINB BMO Dow Jones Canada Titans 60, le FINB BMO Actions américaines et le FINB BMO Dow Jones Diamonds<sup>MS</sup>.

### **BMO Marchés des capitaux**

Le revenu net du trimestre est de 343 millions de dollars, en hausse de 80 millions ou de 30 % par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'a été désignée comme élément notable dans le trimestre à l'étude en raison des montants relativement peu élevés en cause. Les résultats de la même période de l'exercice précédent avaient été affaiblis par un montant net de 14 millions qui tenait compte de charges de 134 millions (96 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel qu'il est décrit dans la section Éléments notables à la fin du Rapport de gestion, ainsi que d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 82 millions.

La forte amélioration du rendement depuis la période correspondante de l'exercice précédent a résulté entre autres de la hausse appréciable des revenus de négociation ainsi que de la meilleure performance des services bancaires aux grandes entreprises. Les résultats du trimestre témoignent de la vigueur et de la résilience de nos activités de base et démontrent les avantages d'un portefeuille dynamique et diversifié. L'essor des commissions de prise ferme de titres de créance au Canada et des revenus générés par le secteur des finances publiques aux États-Unis illustre avec brio la grande diversité de nos activités. Nous continuons d'étendre notre réseau de services aux États-Unis sur le plan des produits financiers et des distributeurs tiers, ce qui stimule les revenus.

BMO Marchés des capitaux a participé à 115 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 33 émissions de titres de créance d'entreprises, 29 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 48 émissions d'actions ordinaires et cinq émissions d'actions privilégiées, pour un total de 50,6 milliards de dollars, soit 3,5 milliards de plus qu'au trimestre précédent.

### **Services d'entreprise**

La perte nette s'est chiffrée à 287 millions de dollars pour le trimestre, perte dont environ la moitié a résulté des dotations à la provision pour pertes sur créances et le solde, surtout de la faiblesse des revenus. La perte nette a diminué depuis le deuxième trimestre grâce essentiellement au fait que des charges au titre des indemnités de licenciement avaient été constatées dans cette période. Le revenu net d'intérêts s'est grandement renforcé en raison notamment des mesures prises par la direction pour réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs et de positions de trésorerie ainsi que de conditions de marché plus stables. Le total des revenus a légèrement baissé, le revenu autre que d'intérêts s'étant affaibli à cause principalement du recul des revenus de titrisation et des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture, alors que des gains avaient été enregistrés au deuxième trimestre. Comme il fallait s'y attendre, le portefeuille de prêts continue d'être touché par l'évolution négative du risque de crédit mais, dans plusieurs segments, le rythme de cette évolution ralentit.

Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation des résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation en fonction de leur quote-part de ces pertes pour un cycle économique. L'écart entre les charges trimestrielles calculées selon les pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises d'après les pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise.

Cette section contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

# Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Pour les périodes de neuf mois terminées le			
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	Variation par rapport au 31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	Variation par rapport au 31 juillet 2008
<b>Points saillants de l'état des résultats</b>									
Revenu total	2 978 \$	2 655 \$	2 442 \$	2 813 \$	2 746 \$	8,4 %	8 075 \$	7 392 \$	9,2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	417	372	428	465	484	(13,8)	1 217	865	40,7
Frais autres que d'intérêts	1 873	1 888	1 841	1 818	1 782	5,1	5 602	5 076	10,4
Revenu net	557	358	225	560	521	6,9	1 140	1 418	(19,6)
<b>Revenu net par unité d'exploitation</b>									
PE Canada	356 \$	334 \$	308 \$	324 \$	315 \$	13,0 %	998 \$	885 \$	12,8 %
PE États-Unis	25	25	34	12	28	(10,7)	84	84	0,0
Groupe GP	120	78	73	84	125	(4,0)	271	368	(26,4)
BMO MC	343	249	179	290	263	30,4	771	421	83,1
Services d'entreprise a)	(287)	(328)	(369)	(150)	(210)	(36,7)	(984)	(340)	(-100)
<b>Données par action ordinaire</b> (en dollars)									
Résultat dilué par action	0,97 \$	0,61 \$	0,39 \$	1,06 \$	0,98 \$	(0,01)\$	1,97 \$	2,70 \$	(0,73)\$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	0,98	0,63	0,40	1,08	1,00	(0,02)	2,01	2,75	(0,74)
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	2,10	2,10	0,00
Valeur comptable d'une action	31,26	32,22	32,18	32,02	30,15	1,11	31,26	30,15	1,11
Cours de clôture de l'action	54,02	39,50	33,25	43,02	47,94	6,08	54,02	47,94	6,08
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	29,6	21,5	17,9	21,7	24,2	5,4	29,6	24,2	5,4

	Au					Variation par rapport au			
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2008
<b>Points saillants du bilan</b>									
Actif	415 361 \$	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$	10,7 %			
Solde net des prêts et acceptations c)	173 558	179 650	190 099	186 962	175 882	(1,3)			
Dépôts	244 953	247 169	264 580	257 670	248 657	(1,5)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 144	17 561	17 371	16 158	15 207	12,7			

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<b>Mesures financières</b> (%) d)							
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	4,0	(1,2)	(6,9)	0,9	5,1	4,0	5,1
Croissance du résultat dilué par action	(1,0)	(51,2)	(17,0)	21,8	(23,4)	(27,0)	(16,7)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	(2,0)	(50,0)	(18,4)	21,3	(23,1)	(26,9)	(16,4)
Rendement des capitaux propres	12,1	8,1	4,9	14,0	13,5	8,5	12,7
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	12,3	8,4	5,2	14,3	13,7	8,7	12,9
Croissance du profit économique net b)	(35,1)	(+100)	(71,8)	+100	(56,5)	(+100)	(51,0)
Levier d'exploitation	3,3	(11,1)	6,4	18,0	0,1	(1,2)	0,8
Levier d'exploitation, avant amortissement b)	3,2	(11,0)	6,4	18,0	0,0	(1,2)	0,7
Croissance du revenu	8,4	1,3	20,5	27,9	7,5	9,2	3,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,9	71,1	75,4	64,6	64,9	69,4	68,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	62,5	70,7	75,0	64,2	64,5	69,0	68,2
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée) c)	0,94	0,79	0,90	1,01	1,10	0,88	0,67
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	12,75	12,95	11,91	11,34	9,09	12,75	9,09
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	30,0	28,2	28,2	29,1	29,6	30,0	29,6
Ratio du capital de première catégorie - Bâle II	11,71	10,70	10,21	9,77	9,90	11,71	9,90
<b>Cote de crédit</b>							
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+	A+	A+

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<b>Ratios financiers</b> (% sauf indication contraire) d)							
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	21,4	(15,2)	(37,7)	(27,9)	(24,4)	21,4	(24,4)
Rendement de l'action	5,18	7,09	8,42	6,51	5,84	5,18	5,84
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	17,8	13,0	9,0	11,4	13,4	17,8	13,4
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,73	1,23	1,03	1,34	1,59	1,73	1,59
Profit économique net (perte) (en millions de dollars) b)	79	(87)	(219)	145	122	(227)	261
Rendement de l'actif moyen	0,52	0,32	0,19	0,54	0,52	0,34	0,48
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,74	1,55	1,51	1,71	1,58	1,60	1,50
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	50,8	49,7	45,6	49,9	53,3	48,9	50,5
Croissance des frais autres que d'intérêts	5,1	12,4	14,1	9,9	7,4	10,4	2,6
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	5,2	12,3	14,1	9,9	7,5	10,4	2,7
Ratio du capital total - Bâle II	14,32	13,20	12,87	12,17	12,29	14,32	12,29
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,7	4,6	4,3	4,3	4,5	4,7	4,5

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises prévoient les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard

selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, les titres pris en pension ou empruntés sont exclus du solde net des prêts et des acceptations de même que des statistiques sur le crédit. Tous les chiffres correspondants ont été retraités.

d) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 25 août 2009. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2009, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, qui est inclus dans le Rapport annuel 2008 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

## Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	<b>T3-2009</b>	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		<b>Cumul 2009</b>	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts	<b>1 466</b>	184	14 %	131	10 %	<b>4 128</b>	465	13 %
Revenu autre que d'intérêts	<b>1 512</b>	48	3 %	192	15 %	<b>3 947</b>	218	6 %
Revenu	<b>2 978</b>	232	8 %	323	12 %	<b>8 075</b>	683	9 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>357</b>	(77)	(18 %)	(15)	(4 %)	<b>1 157</b>	402	53 %
Hausse de la provision générale	<b>60</b>	10	20 %	60	100 %	<b>60</b>	(50)	(45 %)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>417</b>	(67)	(14 %)	45	12 %	<b>1 217</b>	352	41 %
Frais autres que d'intérêts	<b>1 873</b>	91	5 %	(15)	(1 %)	<b>5 602</b>	526	10 %
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices	<b>112</b>	171	+100 %	94	+100 %	<b>59</b>	81	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>19</b>	1	2 %	-	-	<b>57</b>	2	4 %
Revenu net	<b>557</b>	36	7 %	199	56 %	<b>1 140</b>	(278)	(20 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	<b>9</b>	-	-	(1)	(13 %)	<b>27</b>	2	11 %
Revenu net avant amortissement 2)	<b>566</b>	36	7 %	198	54 %	<b>1 167</b>	(276)	(19 %)
Résultat de base par action (en dollars)	<b>0,97</b>	(0,03)	(3 %)	0,36	59 %	<b>1,97</b>	(0,76)	(28 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,97</b>	(0,01)	(1 %)	0,36	59 %	<b>1,97</b>	(0,73)	(27 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	<b>0,98</b>	(0,02)	(2 %)	0,35	56 %	<b>2,01</b>	(0,74)	(27 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	<b>12,1 %</b>		(1,4 %)		4,0 %	<b>8,5 %</b>		(4,2 %)
RCP avant amortissement 2)	<b>12,3 %</b>		(1,4 %)		3,9 %	<b>8,7 %</b>		(4,2 %)
Ratio de productivité	<b>62,9 %</b>		(2,0 %)		(8,2 %)	<b>69,4 %</b>		0,7 %
Ratio de productivité avant amortissement 2)	<b>62,5 %</b>		(2,0 %)		(8,2 %)	<b>69,0 %</b>		0,8 %
Levier d'exploitation	<b>3,3 %</b>		n.s.		n.s.	<b>(1,2 %)</b>		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 2)	<b>3,2 %</b>		n.s.		n.s.	<b>(1,2 %)</b>		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,74 %</b>		0,16 %		0,19 %	<b>1,60 %</b>		0,10 %
Taux d'imposition effectif	<b>16,4 %</b>		28,6 %		12,0 %	<b>4,7 %</b>		6,2 %
Ratios de capital								
Ratio du capital de première catégorie	<b>11,71 %</b>		1,81 %		1,01 %	<b>11,71 %</b>		1,81 %
Ratio du capital total	<b>14,32 %</b>		2,03 %		1,12 %	<b>14,32 %</b>		2,03 %
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>381</b>	38	11 %	22	6 %	<b>1 082</b>	113	12 %
PE Canada	<b>356</b>	41	13 %	22	6 %	<b>998</b>	113	13 %
PE États-Unis	<b>25</b>	(3)	(8 %)	-	-	<b>84</b>	-	-
Groupe Gestion privée	<b>120</b>	(5)	(4 %)	42	54 %	<b>271</b>	(97)	(26 %)
BMO Marchés des capitaux	<b>343</b>	80	30 %	94	38 %	<b>771</b>	350	83 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	<b>(287)</b>	(77)	(36 %)	41	12 %	<b>(984)</b>	(644)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	<b>557</b>	36	7 %	199	56 %	<b>1 140</b>	(278)	(20 %)

1) L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'est pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif

---

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2009 et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2008 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse <http://www.bmo.com/relationinvestisseurs>. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 30 et 31 du Rapport annuel 2008 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur nos résultats futurs. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau des défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités, incluant ce qui est décrit sous la rubrique Perspectives économiques, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes pour ce qui est de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

## Perspectives économiques

Après trois trimestres consécutifs de contraction, l'économie canadienne devrait renouer avec la croissance cet été. Soutenues par des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas, les dépenses à la consommation ont légèrement augmenté, et les marchés de l'habitation ont rebondi puisque l'accès à la propriété est devenu beaucoup plus abordable. Ces deux tendances devraient s'amplifier dans la deuxième moitié de l'année, stimulant ainsi l'essor du crédit aux particuliers et des prêts hypothécaires à l'habitation. La croissance des investissements des entreprises et des prêts qui leur sont consentis devrait cependant accuser un certain retard par rapport au redressement du secteur en raison de faibles taux d'utilisation de la capacité, de la restructuration du secteur automobile et du fait que la vigueur du dollar canadien nuit aux exportations. La lenteur de la reprise pourrait pousser le taux de chômage à plus de 9 %, ce qui jugulerait l'inflation et inciterait la Banque du Canada à maintenir ses taux d'intérêt à un jour à près de zéro jusqu'à l'été prochain. Le dollar canadien devrait continuer de s'apprécier et pourrait atteindre la parité avec son vis-à-vis américain en 2010 car les prix des produits de base devraient encore se renforcer à la faveur de l'accroissement de la demande mondiale.

L'économie américaine émerge lentement de ce qui aura été une profonde récession et, stimulée par des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, elle devrait afficher une certaine reprise au cours du présent trimestre. Les marchés de l'habitation semblent s'être stabilisés grâce à un accès à la propriété qui n'a jamais été aussi abordable et aux crédits d'impôt offerts aux acheteurs d'une première résidence. Les dépenses à la consommation se sont elles aussi stabilisées en raison de réductions d'impôts et du programme gouvernemental d'encouragements à l'achat de véhicules, mais demeureront probablement léthargiques dans la seconde moitié de l'année à cause du nombre élevé de chômeurs et du remboursement de dettes, maintenant ainsi à de faibles niveaux la demande de prêts aux particuliers. Il est prévu que les investissements des entreprises et les prêts qui leur sont accordés demeureront eux aussi amorphes puisque celles-ci accusent une énorme capacité excédentaire. Selon les prévisions, le taux de chômage pourrait atteindre un sommet inégalé depuis 26 ans et ainsi franchir la barre des 10 % au début de l'an prochain. Souhaitant catalyser la reprise, la Réserve fédérale devrait maintenir à près de zéro ses taux à un jour d'ici le milieu de 2010. Les marchés financiers devraient continuer de se renforcer dans la foulée du redressement des marchés du crédit et de l'économie.

La section Perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre

Aucune charge au titre de la conjoncture des marchés financiers n'a été désignée comme élément notable pour le trimestre écoulé, les montants en cause étant négligeables. Les rajustements d'évaluation du crédit ont été positifs durant ces trois mois, mais ont été plus qu'annulés par les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur des swaps sur défaillance servant à restreindre l'exposition au risque de crédit de notre portefeuille de prêts. Une charge nette d'un montant peu élevé a été constatée ce trimestre à l'égard de Apex, entité canadienne de protection de

crédit, ce qui a inclus une charge relative à une position qui couvre les pertes réalisées sur la moitié de notre exposition à sa facilité de financement de premier rang, déduction faite d'un petit gain lié à l'évaluation à la valeur de marché de notre investissement dans les billets de Apex que nous détenons.

D'autres détails concernant ces questions sont présentés dans la section intitulée Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles et dans celle traitant de Marchés des capitaux BMO.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont augmenté par rapport au troisième trimestre de 2008 grâce au renforcement du dollar américain dans la dernière année, mais ont fléchi en regard de ceux du deuxième trimestre de 2009 à cause de la dépréciation de ce dollar au cours du troisième trimestre. Durant ce trimestre, le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 10 % par rapport à la même période il y a un an, mais a fléchi de 11 % en regard du deuxième trimestre de 2009. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

## Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009 c. T3-2008	T2-2009 c. T2-2009	Cumul 2009 c. cumul 2008
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,1102	1,1102	1,1925
Période précédente	1,0122	1,2417	1,0057
Revenu augmenté (diminué)	75	(101)	383
Frais diminués (augmentés)	(40)	54	(228)
Dotations à la provision pour pertes sur créances diminuées (augmentées)	(23)	31	(131)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	5	(7)	25
Revenu net augmenté (diminué)	17	(23)	49

Au début de chaque trimestre, BMO détermine si elle doit ou ne doit pas prendre part à des opérations de couverture qui sont censées compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ces trois mois. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change au cours d'un trimestre. Cependant, elles ne visent pas à annuler les répercussions de telles fluctuations d'un exercice à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Le dollar américain s'est raffermi dans les premier et deuxième trimestres. Cependant, il s'est grandement replié au cours du trimestre à l'étude, passant de 1,1930 \$ canadien qu'il représentait au 30 avril 2009 à une moyenne de 1,1102 \$ canadien. Les opérations de couverture n'ont eu aucune incidence sur les résultats du trimestre, mais ont donné lieu à une perte après impôts de 1 million de dollars depuis le début de l'exercice. Dans les périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sous-jacentes futures, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains des trois mois suivants.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements étrangers sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfiques.

#### **Autres mesures de la valeur**

Le profit économique net s'établit à 79 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à 122 millions au troisième trimestre de 2008 et à un montant négatif de 87 millions au deuxième trimestre de 2009.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP), soit le rendement total d'un placement dans des actions ordinaires de BMO, se situe à 39,0 % pour le troisième trimestre et à 21,4 % pour la période de douze mois terminée le 31 juillet 2009. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans terminée le 31 juillet 2009 s'établit à 4,0 %.

#### **Revenu net**

##### **Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du troisième trimestre de 2008**

Le revenu net s'établit à 557 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2009, ce qui représente une hausse de 36 millions ou de 6,9 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,97 \$, comparativement à 0,98 \$. Le revenu net a été réduit par une hausse de la provision générale pour pertes sur créances de 60 millions (39 millions après impôts), mais a augmenté en raison d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de périodes antérieures de 23 millions. Les résultats du même trimestre de 2008 tenaient compte d'éléments notables totalisant 126 millions après impôts et d'un avantage de 95 millions découlant d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de périodes antérieures. Les éléments notables de ce même trimestre étaient constitués de charges de 134 millions (96 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers qu'avait enregistrées BMO Marchés des capitaux et d'une augmentation de 50 millions (30 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances se situent à 357 millions de dollars, en baisse de 77 millions depuis un an alors qu'elles avaient été augmentées par des charges de 247 millions associées à deux comptes d'entreprises liés au marché de l'habitation aux États-Unis.

Le revenu net de PE Canada a enregistré une forte hausse, soit de 41 millions de dollars ou de 13 %, malgré le ralentissement économique. Les volumes de la plupart des produits se sont accrus et la marge nette d'intérêts s'est élargie.

Le revenu net de PE États-Unis a fléchi de 3 millions de dollars canadiens (5 millions de dollars américains ou de 16 %). La hausse des prêts douteux et les frais connexes de gestion de ce portefeuille ont réduit le revenu net du trimestre de 13 millions de dollars américains, comparativement à une baisse de 5 millions de dollars américains il y a un an.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est contracté de 5 millions de dollars ou de 4,2 %, ce qui a résulté de la mauvaise tenue des marchés boursiers et de la faiblesse des taux d'intérêt. Le revenu net dégagé dans le trimestre a été soutenu par le recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de périodes antérieures de 23 millions dont il a été fait mention précédemment.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé de 80 millions de dollars ou de 30 %. Les résultats enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'éléments notables, de charges de 28 millions (19 millions après impôts) au titre d'indemnités de licenciement et de la part de 82 millions revenant à ce groupe du recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de périodes antérieures de 95 millions dont il a été fait mention ci-dessus. Les revenus ont augmenté de 280 millions ou de 37 % en raison de la forte hausse des revenus de

négociation, soit surtout ceux de négociation sur les taux d'intérêt, et de l'accroissement des revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises. La progression des revenus reflète également le fait que, l'an dernier, des charges avaient été imputées en raison de la conjoncture des marchés financiers.

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 287 millions de dollars au cours du trimestre, contre celle de 210 millions un an plus tôt. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 96 millions en raison de la diminution de celles attribuées à ce secteur conformément à la méthode de la perte prévue qu'utilise BMO. Les revenus se sont contractés de 129 millions en raison surtout de l'incidence des titrisations de cartes de crédit réalisées en 2008, du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs par suite de variations des taux d'intérêt du marché et de l'incidence continue des activités de financement qui ont rehaussé notre position, déjà fort solide, en matière de liquidités.

##### **Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2009**

Le revenu net a augmenté de 199 millions de dollars ou de 56 %. Les résultats du troisième trimestre ont été affaiblis par une hausse après impôts de 39 millions de la provision générale, mais ont profité du recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de périodes antérieures de 23 millions qui a été mentionné précédemment. Les résultats du deuxième trimestre avaient été comprimés par des éléments notables de 235 millions (160 millions après impôts et 0,30 \$ par action), soit des charges de 117 millions (80 millions après impôts) constatées par BMO Marchés des capitaux en raison de la conjoncture des marchés financiers et de 118 millions (80 millions après impôts) inscrites par les Services d'entreprise au titre d'indemnités de licenciement. Les éléments notables figurent à la fin du Rapport de gestion.

Le revenu net de PE Canada a progressé de 22 millions de dollars ou de 6,4 %. Les revenus ont augmenté de 82 millions ou de 6,4 % grâce à l'accroissement des volumes et de la marge nette d'intérêts, à la hausse des frais associés aux activités, à des gains sur titres de placement et au fait que le trimestre a compté trois jours civils de plus. Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 44 millions ou de 6,3 % à cause de la hausse de la rémunération liée au rendement, de ces trois jours supplémentaires et des charges au titre des indemnités de licenciement qui ont été engagées afin de rationaliser la structure de gestion.

Le revenu net de PE États-Unis a monté de 2 millions de dollars américains ou de 16 % en raison surtout de l'amélioration de la marge nette d'intérêts, des gains sur les ventes de prêts hypothécaires et du nombre plus élevé de jours civils du trimestre à l'étude, ce qui a été atténué par l'augmentation des frais de gestion du portefeuille de prêts douteux.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est amélioré de 42 millions de dollars ou de 54 % en raison notamment d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfiques de 23 millions. Les revenus ont progressé de 54 millions ou de 12 % grâce essentiellement à l'accroissement de ceux provenant des services de courtage et des services tarifés des fonds d'investissement par suite de l'augmentation des actifs des clients ainsi qu'à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 29 millions ou de 8,1 % à cause surtout de la montée des frais liés aux revenus et de ceux associés à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 94 millions de dollars ou de 38 % grâce à une hausse des revenus de 221 millions ou de 27 %. Les revenus générés par les activités de négociation ont connu une forte hausse en raison notamment

des charges importantes liées à la conjoncture des marchés financiers qui avaient été imputées à ces revenus au trimestre précédent, et ceux de prise ferme de titres de créance ont eux aussi augmenté. Ces facteurs ont été atténués par une réduction du revenu net d'intérêts à cause de la contraction des actifs des services bancaires aux grandes entreprises ainsi que du recul des commissions de prise ferme de titres de participation et de celles liées aux fusions et acquisitions.

La perte nette des Services d'entreprise a diminué de 41 millions de dollars depuis le deuxième trimestre en raison surtout d'une baisse des frais. Des charges de 118 millions (80 millions après impôts) avaient été constatées au deuxième trimestre au titre des indemnités de licenciement. Le revenu net d'intérêts s'est renforcé de 160 millions en raison notamment des mesures qu'a prises la direction pour atténuer le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs et de certaines positions en matière de liquidités et des conditions de marché plus stables. Dans l'ensemble, les revenus ont légèrement baissé puisque le revenu autre que d'intérêts a diminué, et ce, en grande partie à cause du recul des revenus de titrisation et des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture alors que des gains avaient été enregistrés à ce chapitre au deuxième trimestre. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté en raison d'une hausse de 60 millions de la provision générale.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et des neuf premiers mois de 2008**

Le revenu net a diminué de 278 millions de dollars ou de 20 % pour se situer à 1 140 millions, et il a été réduit par des éléments notables d'un montant net de 558 millions après impôts, soit des charges de 645 millions (439 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers et de 118 millions (80 millions après impôts) au titre des indemnités de licenciement ainsi qu'une hausse de 60 millions (39 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances. Le revenu net de la même période de 2008 avait été réduit par des éléments notables totalisant 460 millions après impôts et composés de charges de 580 millions (392 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers et d'une hausse de 110 millions (68 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le revenu net de PE Canada a progressé de 113 millions de dollars ou de 13 %. Les revenus se sont accrus de 285 millions ou de 8,0 % grâce principalement à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la hausse des revenus tirés des cartes et des services liés aux paiements, ce qui a été atténué par la baisse des revenus tirés de produits de fonds d'investissement et par des pertes sur titres de placement subies sur des marchés boursiers peu propices. Les frais se sont accrus de 112 millions ou de 5,6 % essentiellement à cause de la montée des coûts des avantages sociaux, des impôts sur le capital, de la rémunération liée au rendement, des coûts liés aux locaux et des charges au titre des indemnités de licenciement.

Le revenu net de PE États-Unis s'est contracté de 13 millions de dollars américains ou de 15 %. L'incidence des prêts douteux a réduit le revenu net de 35 millions de dollars américains en 2009 et de 22 millions de dollars américains en 2008. Les revenus se sont améliorés de 8 millions de dollars américains ou de 1,1 %. Ils ont cependant monté de 39 millions de dollars américains ou de 6,0 % compte non tenu du gain de 38 millions de dollars américains généré par le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. il y a un an, de l'incidence de 29 millions de dollars américains des acquisitions au Wisconsin et des répercussions de 22 millions de dollars américains de l'accroissement des prêts douteux. L'amélioration a découlé surtout de l'augmentation des volumes de prêts et dépôts, de la marge nette d'intérêts et des

gains sur les ventes de prêts hypothécaires. Les frais ont augmenté de 14 millions de dollars américains ou de 2,6 %, mais sont demeurés inchangés abstraction faite des variations de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, d'une hausse de 9 millions de dollars américains des frais de gestion de notre portefeuille de prêts douteux et de l'incidence de 28 millions de dollars américains des acquisitions au Wisconsin.

Le revenu net du groupe Gestion privée a fléchi de 97 millions de dollars ou de 26 % depuis les neuf premiers mois de 2008, ce qui reflète le manque de tonus des marchés boursiers et la faiblesse des taux d'intérêt. Les résultats du premier trimestre de 2009 avaient été réduits par une charge de 11 millions après impôts liée à l'évaluation de titres à enchères, mais avaient bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 23 millions et de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 350 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les résultats ont été touchés par des charges de 428 millions après impôts associées à la conjoncture des marchés financiers. Les résultats de la même période de 2008 avaient été affaiblis par des charges de 392 millions après impôts. La progression des résultats a découlé de la forte hausse des revenus de négociation et de ceux générés par les services bancaires aux grandes entreprises. Soutenus par un recul des taux d'intérêt d'une ampleur inégalée, les revenus des secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont eux aussi été fort élevés dans les deux premiers trimestres.

La perte nette des Services d'entreprise a augmenté de 644 millions de dollars depuis un an, ce qui a été causé en grande partie par la baisse des revenus, par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de l'utilisation de la méthode de la perte prévue et par l'accroissement des charges au titre des indemnités de licenciement.

#### **Revenu**

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total du trimestre à l'étude a augmenté de 232 millions de dollars ou de 8,4 % par rapport à la même période l'an dernier, pour atteindre un nouveau sommet, soit 2,98 milliards de dollars. PE Canada, PE États-Unis et BMO Marchés des capitaux ont enregistré de fortes hausses de leurs revenus alors que ceux du groupe Gestion privée et des Services d'entreprise ont fléchi. Le revenu a monté de 323 millions ou de 12 % en regard du deuxième trimestre, et ce, en raison des charges constatées dans cette période.

Le raffermissement du dollar américain est à l'origine d'une augmentation du revenu de 75 millions de dollars ou de 2,7 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Par contre, son recul depuis le deuxième trimestre a fait baisser le revenu de 101 millions ou de 3,7 points de pourcentage. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

## Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 184 millions de dollars ou de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 16 points de base, ce qui reflète l'apport plus important de tous les groupes sauf le groupe Gestion privée et les Services d'entreprise. L'actif productif moyen s'est accru de 13 milliards de dollars ou de 4 %, tous les groupes ayant enregistré des hausses, sauf PE Canada qui a été touché par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation et par la liquidation prévue du portefeuille de prêts hypothécaires provenant de courtiers.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts a augmenté de 131 millions de dollars ou de 9,8 %, ce qui a découlé d'un élargissement de 19 points de base de la marge globale essentiellement attribuable aux Services d'entreprise et à PE Canada ainsi que de l'incidence de trois jours civils supplémentaires dans le trimestre. Quant à l'actif productif moyen, il a fléchi de 18 milliards de dollars, les reculs enregistrés par BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis ayant été atténués par l'essor de l'actif de PE Canada et du groupe Gestion privée. Environ 15 milliards de la baisse globale sont imputables au recul du dollar américain.

Depuis le début de l'exercice, le revenu net d'intérêts s'est accru de 465 millions de dollars ou de 13 %, ce qui a découlé surtout de l'essor de l'actif productif et d'une hausse de 10 points de base de la marge nette d'intérêts. Les marges de tous les groupes d'exploitation, sauf le groupe Gestion Privé et les Services d'entreprise, ont augmenté. L'actif productif moyen s'est accru de 19 milliards de dollars ou de 5,9 %, les groupes ayant tous enregistré des hausses, sauf PE Canada dont l'actif a été touché par les activités de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation et la liquidation prévue du portefeuille de prêts hypothécaires provenant de courtiers et de tiers.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,74 % pour le troisième trimestre de 2009, soit 16 points de base de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent et 19 points de base de plus qu'au deuxième trimestre de 2009. Les marges que dégagent les groupes, la variation de l'ampleur de leurs actifs et le niveau du revenu net d'intérêts inscrit par les Services d'entreprise constituent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge globale de BMO. L'augmentation de 16 points de base sur un an est principalement attribuable à l'élargissement des volumes des produits plus rentables, à des taux préférentiels avantageux par rapport aux taux des acceptations bancaires, aux mesures prises pour atténuer les conséquences de l'augmentation des coûts du financement à long terme de PE Canada ainsi qu'aux solides résultats obtenus au chapitre des prêts aux grandes entreprises et à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de BMO

Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. La marge du groupe Gestion privée a légèrement fléchi à cause de l'inclusion de BMO Société d'assurance-vie en 2009. Il s'agit là d'un groupe relativement plus petit et son incidence sur l'évolution de la marge totale de BMO a été minime.

En regard de celle enregistrée il y a un an, la marge nette d'intérêts de PE Canada a augmenté de 33 points de base. Environ la moitié de cette hausse est attribuable au fait que la croissance des dépôts a été supérieure à celle des prêts et environ le tiers est imputable à l'incidence des titrisations de prêts hypothécaires dégageant de faibles marges. Le reste de la hausse a découlé de taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires ainsi que des mesures prises pour atténuer les conséquences de la montée des coûts de financement à long terme. Par rapport au deuxième trimestre, la marge nette d'intérêts de PE Canada s'est accrue de 3 points de base du fait de la hausse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Depuis un an, la marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est élargie de 2 points de base grâce à l'obtention de nouveaux dépôts et aux mesures prises en matière d'établissement des prix. La marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 33 points de base par rapport à la même période il y a un an en raison de l'élargissement des écarts sur les prêts aux grandes entreprises ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a fortement augmenté en regard du deuxième trimestre, ce qui reflète entre autres les mesures prises pour réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs et de certaines positions de gestion de la trésorerie ainsi que des conditions de marché plus stables. Comparativement à il y a un an, le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a reculé à cause surtout des conséquences des titrisations de cartes de crédit réalisées en 2008, du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs et de l'incidence continue des activités de financement visant à rehausser notre position, déjà excellente, en matière de liquidités.

Depuis le début de l'exercice, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 10 points de base en raison de l'accroissement des volumes des produits plus rentables de PE Canada, de l'augmentation des écarts sur les prêts aux grandes entreprises et de ceux des secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de BMO Marchés des capitaux, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise.

## Marge nette d'intérêts (bic)\*

(en points de base)	<b>T3-2009</b>	Augmentation (Diminution) c. T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2009	<b>Cumul 2009</b>	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008
PE Canada	<b>317</b>	33	3	<b>310</b>	28
PE États-Unis	<b>313</b>	2	8	<b>308</b>	7
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>316</b>	28	3	<b>310</b>	25
Groupe Gestion privée	<b>293</b>	(193)	(68)	<b>352</b>	(126)
BMO Marchés des capitaux	<b>102</b>	33	(7)	<b>106</b>	42
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)**	<b>n.s.</b>	n.s.	n.s.	<b>n.s.</b>	n.s.
Total de BMO	<b>174</b>	16	19	<b>160</b>	10
Total des services de détail au Canada***	<b>317</b>	20	(2)	<b>315</b>	21

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

\*\* Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et abaisse la marge nette d'intérêts globale de BMO dans une plus grande mesure en 2009 qu'au cours des exercices précédents.

\*\*\* La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.  
n.s. - non significatif

### Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 48 millions de dollars ou de 3,3 % par rapport à la même période l'an dernier. Au troisième trimestre de 2008, ce revenu a été affaibli par les charges de 134 millions imputées au revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation, tel que nous l'expliquons dans la section Éléments notables. Exclusion faite de tels éléments, le revenu autre que d'intérêts a fléchi à cause de réductions des commissions et droits sur titres, des revenus des services de cartes, des revenus tirés des fonds d'investissement et des revenus provenant du change. Les commissions sur prêts de BMO Marchés des capitaux ont progressé tout comme l'ont fait les frais de service liés aux dépôts et aux paiements. Les revenus de négociation ont progressé, les pertes sur titres de placement ont fléchi et les revenus de titrisation se sont accrus de 69 millions par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 202 millions, en raison surtout de la titrisation de prêts sur cartes de crédit. Les revenus incluent des gains de 15 millions réalisés sur la vente de prêts dans le cadre de nouvelles opérations de titrisation, en baisse de 26 millions par rapport à la période correspondante de 2008, ainsi que des gains de 149 millions sur la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, gains affichant une hausse de 77 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les titrisations ont réduit le revenu d'intérêts (175 millions de moins) du trimestre ainsi que les frais de cartes de crédit (122 millions de moins) et les dotations à la provision pour pertes sur créances (43 millions de moins). L'incidence combinée des titrisations d'actifs au cours de la période considérée et des périodes précédentes a réduit de 52 millions le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous titrisons des prêts essentiellement dans le but d'avoir accès à des sources de financement de substitution économiques. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 415 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 4 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 192 millions de dollars ou de 15 %. Au trimestre précédent, ce revenu avait été affaibli par des charges de 117 millions liées à la conjoncture des marchés financiers, tel qu'il est expliqué dans la section Éléments notables figurant à la fin du présent Rapport de gestion. Exception faite des Services d'entreprise, le revenu autre que d'intérêts de tous les groupes d'exploitation a monté. Le revenu de PE Canada s'est accru en raison surtout de gains sur titres de placement et de la hausse des frais liés aux activités durant le trimestre. L'augmentation du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a découlé de la progression des revenus générés par les services de courtage, par les services tarifés des fonds d'investissement en raison de la hausse des actifs des clients et par les activités d'assurance par suite de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a fortement augmenté en raison de la progression des revenus de négociation et du recul des pertes sur titres de placement, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des commissions sur les fusions et acquisitions et des commissions de prise ferme de titres de participation. Le revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise a fléchi, surtout en raison de la diminution des revenus de titrisation et de la constatation de pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur des opérations de couverture, alors que des gains avaient été enregistrés à ce chapitre au deuxième trimestre.

Depuis le début de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 218 millions de dollars ou de 5,8 %. Le revenu de PE Canada s'est accru en raison de la progression de ceux tirés des cartes et des services liés aux paiements. La forte hausse

enregistrée par BMO Marchés des capitaux a résulté de l'augmentation des revenus de négociation et l'amélioration affichée par les Services d'entreprise est attribuable à la hausse des revenus de titrisation. Le recul du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'explique par la baisse des commissions et droits sur titres ainsi que des revenus tirés des fonds d'investissement à cause du manque de tonus des marchés boursiers.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 91 millions de dollars ou de 5,1 % par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 1 873 millions. Si ce n'est du groupe Gestion privée, tous les groupes ont vu leurs frais autres que d'intérêts augmenter. Le raffermissement du dollar américain a haussé ces frais de 40 millions ou de 2,2 points de pourcentage tout comme l'a fait l'incidence de 34 millions des entreprises acquises. Les frais qui ont augmenté sont la rémunération liée au rendement, surtout celle de BMO Marchés des capitaux, ce qui reflète l'amélioration du revenu, les coûts des avantages sociaux et les primes d'assurance-dépôts de la FDIC, incluses dans les autres frais. Au cours du trimestre, une reprise négligeable de 10 millions de dollars de la charge de restructuration de 2007 a été comptabilisée dans les Services d'entreprise.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 3,2 % pour le trimestre à l'étude.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont baissé de 15 millions de dollars ou de 0,8 %. Ils ont reculé de 54 millions à cause de l'incidence du repli du dollar américain, même si ceux du deuxième trimestre tenaient compte de charges de 118 millions au titre des indemnités de licenciement. La rémunération liée au rendement a augmenté de 119 millions puisque chaque groupe d'exploitation a enregistré des hausses à ce chapitre, ce qui témoigne de l'amélioration du rendement. Les primes d'assurance-dépôts de la FDIC sont passées de 19 millions à 32 millions à cause essentiellement d'une cotisation spéciale. Les frais ont également augmenté du fait de l'incidence de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts affichent une hausse de 526 millions de dollars ou de 10 % et atteignent 5 602 millions. Près des deux tiers de cette hausse résultent de l'incidence de 228 millions de l'appréciation du dollar américain et des répercussions de 104 millions des coûts d'exploitation et d'intégration des nouvelles acquisitions. Les frais qui ont augmenté sont les charges au titre des indemnités de licenciement, les salaires et coûts des avantages sociaux, les coûts inhérents aux locaux et au matériel ainsi que les primes d'assurance-dépôts, lesquelles sont prises en compte dans les autres frais.

Pour les neuf premiers mois du présent exercice, le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à -1,2 %.

### Gestion des risques

Les turbulences sur les marchés du crédit et les marchés boursiers se sont quelque peu apaisées durant le trimestre car plusieurs événements économiques survenus récemment suggèrent qu'il est improbable que la profonde récession que nous traversons s'aggrave. Qui plus est, les signes annonciateurs d'un revirement de l'économie se multiplient. Cependant, la faible reprise à laquelle on s'attend et la mollesse continue du marché de travail laissent présager que la solvabilité des particuliers et des entreprises sera encore mise à rude épreuve. Ces facteurs, ainsi que les risques inhérents aux perspectives économiques, continueront d'influer sur nos activités et nos portefeuilles. Comme prévu, notre portefeuille de prêts est toujours touché par l'évolution négative du risque de crédit mais, dans plusieurs

segments, le rythme de cette évolution ralentit. Les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes sociétés qui subissent les pressions les plus fortes comprennent ceux associés aux secteurs américains de l'immobilier commercial, des produits forestiers et de la fabrication. Les portefeuilles de prêts aux particuliers qui sont les plus exposés au risque de perte incluent ceux inhérents aux secteurs de l'immobilier résidentiel aux États-Unis et des cartes de crédit au Canada.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont de 417 millions de dollars pour le trimestre. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances s'élevaient à 357 millions de dollars, soit 144 millions au Canada, 193 millions aux États-Unis et 20 millions dans d'autres pays. Les dotations à cette provision s'étaient chiffrées à 434 millions au troisième trimestre de 2008 et à 372 millions au deuxième trimestre de 2009. Tel qu'il a été indiqué précédemment, les dotations constatées il y a un an tenaient compte de 247 millions au titre de deux comptes d'entreprises liés au marché américain de l'habitation et celles du deuxième trimestre incluaient 41 millions relatifs à une hausse non récurrente liée à un changement du mode de calcul de la provision du portefeuille de prêts aux particuliers de PE Canada. La hausse de 60 millions de la provision générale inscrite dans le trimestre à l'étude reflète une conjoncture économique toujours chancelante. Il ne s'était produit aucun changement dans la provision générale au cours du trimestre précédent, alors qu'elle avait augmenté de 50 millions dans le trimestre comparable de l'exercice précédent.

Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation des résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation suivant leur quote-part de telles pertes pour un cycle économique. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises compte tenu des pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les dotations à la provision pour pertes sur créances du trimestre calculées en fonction des pertes réelles sont présentées ci-après.

Selon le montant réel des pertes sur créances, BMO a constaté des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 357 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009. Ces dotations se composent d'un montant de 132 millions pour PE Canada, d'un montant de 140 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 85 millions pour BMO Marchés des capitaux. Au deuxième trimestre de 2009, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 372 millions de dollars de BMO se composaient d'un montant de 124 millions pour PE Canada (incluant le montant non récurrent de 41 millions indiqué ci-dessus), d'un montant de 143 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 105 millions pour BMO Marchés des capitaux. Au troisième trimestre de 2008, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 434 millions de dollars de BMO étaient constituées d'un montant de 87 millions pour PE Canada, d'un montant de 37 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 310 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Les dotations à la provision spécifique de ce trimestre représentent un résultat annualisé de 81 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 79 points de base au trimestre précédent, à 99 points de base il y a un an et à 23 points de base, en moyenne, au cours des cinq derniers exercices. Depuis le premier trimestre de 2009, nous présentons des statistiques de crédit qui excluent des prêts les titres pris en pension ou empruntés. Tous les chiffres correspondants ont été retraités.

Les dotations aux provisions pour pertes sur créances depuis le début du présent exercice totalisent 1 217 millions de dollars. Les dotations à la provision spécifique représentent 1 157 millions, et

la provision générale s'est accrue de 60 millions. Pour la même période de 2008, les dotations aux provisions pour pertes sur créances totalisaient 865 millions, soit des dotations de 755 millions à la provision spécifique et un accroissement de 110 millions à la provision générale. Au cours de l'exercice 2008, les dotations à la provision générale avaient totalisé 260 millions.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 549 millions de dollars pour le trimestre, ce qui constitue une baisse par rapport à celui de 694 millions du trimestre précédent, mais une hausse en regard du chiffre de 438 millions inscrit il y a un an. Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont encore compté pour plus de la moitié des nouveaux prêts douteux de BMO. Pour le trimestre à l'étude, les ventes de prêts douteux se chiffrent à 40 millions, comparativement à 55 millions et 5 millions, respectivement, au deuxième trimestre de 2009 et au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le solde brut des prêts douteux totalisait 2 913 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, affichant ainsi une baisse comparativement à celui de 2 972 millions à la fin du deuxième trimestre, mais une hausse en regard du chiffre de 1 798 millions constaté à la fin de la même période de 2008.

La provision totale pour pertes sur créances s'établit à 1 798 millions de dollars, comparativement à 1 825 millions au trimestre précédent, son recul reflétant l'incidence du repli du dollar américain. La provision est constituée d'une provision spécifique de 495 millions et d'une provision générale de 1 303 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur du portefeuille de crédit qui ne peut être associée à des actifs précis et elle est réévaluée chaque trimestre. Cette provision a diminué de 11 millions de dollars depuis la fin du trimestre précédent en raison de l'incidence du fléchissement du dollar américain, ce qui a été contrebalancé en partie par la dotation de 60 millions imputée durant le trimestre.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentaient 78,7 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, contre 76,1 % au trimestre précédent et 77,8 % il y a un an. Ces écarts sont dus surtout à la baisse des volumes des prêts aux grandes entreprises. Les prêts garantis représentent environ 87,6 % du portefeuille de prêts aux particuliers. Si on exclut les prêts sur cartes de crédit, le portefeuille de prêts aux particuliers est constitué à environ 89,9 % de prêts garantis. Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 15,9 milliards de dollars américains et comprend essentiellement trois grandes catégories d'actifs, soit des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (38 %), des prêts sur valeur domiciliaire (33 %) et des prêts automobiles indirects (26 %).

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 77 à 82 du Rapport annuel 2008 de BMO. Comme nous l'avons précisé à la fin de l'exercice 2008, certaines positions ont été transférées de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente au cours du quatrième trimestre de 2008. Ces positions sont toutefois restées dans les mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur pendant tout le quatrième trimestre. Le retrait de ces positions des mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur au premier trimestre est la principale raison de la diminution du risque lié à la valeur de marché et de la volatilité du revenu de nos activités de négociation et de prise ferme. Le risque de taux d'intérêt associé à ces positions est intégré dans la composante Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice) de nos mesures du risque lié à la valeur de marché. Le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu n'ont que peu changé au cours du troisième trimestre. Aucun changement important n'a été apporté à nos

pratiques de gestion du risque de marché dans nos activités de négociation et de prise ferme au cours de ce trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre. Le risque structurel auquel notre revenu net est exposé en raison des variations des taux d'intérêt et de change a augmenté depuis la fin de l'exercice et le trimestre précédent, comme l'illustre la volatilité du revenu net sur douze mois dans le tableau ci-après. L'augmentation survenue depuis la fin de l'exercice tient au recul des taux d'intérêt puisque de nouvelles baisses des taux réduisent le rendement des actifs plus qu'elles ne font diminuer les taux payés sur les dépôts. L'augmentation enregistrée depuis le

trimestre précédent reflète le niveau plus élevé de la volatilité des taux d'intérêt établie par modélisation.

Aucun changement important n'a été apporté non plus aux niveaux du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position sûre même lorsque la pression se fait forte.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2009	T2-2009	T3-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Nouvelles dotations à la provision spécifique	415	419	475	1 317	881
Reprises sur provisions établies précédemment	(23)	(15)	(7)	(57)	(35)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(35)	(32)	(34)	(103)	(91)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	357	372	434	1 157	755
Hausse de la provision générale	60	-	50	60	110
Dotation à la provision pour pertes sur créances	417	372	484	1 217	865

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,81 %	0,79 %	0,99 %	0,83 %	0,59 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,94 %	0,79 %	1,10 %	0,88 %	0,67 %

### Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	2 972	2 666	1 820	2 387	720
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	549	694	438	1 955	1 700
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(233)	(97)	(91)	(272)	(39)
Radiations	(375)	(291)	(369)	(1 157)	(583)
SBPAD à la fin de la période	2 913	2 972	1 798	2 913	1 798
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,66 %	1,64 %	1,01 %	1,66 %	1,01 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	12,75 %	12,95 %	9,09 %	12,75 %	9,09 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisées dans les nouveaux prêts douteux (T3-09 : 187 millions de dollars; T2-09 : 150 millions de dollars; T3-08 : 106 millions de dollars).

### Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008
Activités de négociation et de prise ferme	(20,4)	(19,1)	(33,4)	(12,5)	(14,9)	(28,7)
Éléments du portefeuille structurel	(330,7)	(295,8)	(267,9)	(73,3)	(61,3)	(30,2)
BMO Groupe financier	(351,1)	(314,9)	(301,3)	(85,8)	(76,2)	(58,9)

\* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

### Sommaire du risque total lié à la valeur de marché - Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009				Au 30 avril 2009 À la fin du trimestre	Au 31 octobre 2008 À la fin du trimestre
		Moyenne	Haut	Bas			
Risque lié aux produits de base	(0,7)	(0,6)	(0,8)	(0,4)	(0,5)	(0,9)	
Risque lié aux actions	(11,0)	(11,4)	(14,6)	(9,2)	(9,2)	(7,3)	
Risque lié au change	(1,8)	(3,7)	(5,9)	(1,2)	(3,8)	(1,4)	
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(11,1)	(13,8)	(21,3)	(9,2)	(13,0)	(30,6)	
Diversification 2)	9,0	11,4	n.s.	n.s.	8,2	6,4	
Risque global	(15,6)	(18,1)	(23,0)	(14,3)	(18,3)	(33,8)	
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(13,4)	(11,5)	(15,8)	(6,1)	(8,0)	(11,6)	
Risque lié à l'émetteur	(2,4)	(2,3)	(3,1)	(2,0)	(3,1)	(6,1)	
Risque total lié à la valeur de marché	(31,4)	(31,9)	(39,2)	(24,2)	(29,4)	(51,5)	

n.s. - non significatif

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) En 2009, les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente au quatrième trimestre de 2008.

2) Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas significatif.

## Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars) \*\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 octobre 2008
Hausse de 100 points de base	<b>(231,8)</b>	(223,3)	(220,8)	<b>15,3</b>	12,6	(4,4)
Baisse de 100 points de base	<b>204,0</b>	232,9	169,2	<b>(71,8)</b>	(59,6)	(21,0)
Hausse de 200 points de base	<b>(503,3)</b>	(471,8)	(488,6)	<b>6,3</b>	3,7	(16,2)
Baisse de 200 points de base	<b>411,2</b>	380,8	328,4	<b>(72,2)</b>	(121,9)	(177,6)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

\*\* Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une augmentation de 58 millions de dollars du revenu et à une augmentation de 177 millions de dollars de la valeur économique pour les activités d'assurance de BMO, y compris BMO Société d'assurance-vie (les activités acquises de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une diminution de 50 millions de dollars du revenu et à une diminution de 193 millions de dollars de la valeur économique. Ces incidences après impôts ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

### Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons et présentons les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La provision pour impôts sur les bénéfices est de 112 millions de dollars, en hausse de 171 millions depuis le troisième trimestre de 2008 et de 94 millions par rapport au deuxième trimestre de 2009. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est de 16,4 %, comparativement à un taux de recouvrement de 12,2 % au troisième trimestre de 2008 et à un taux d'imposition effectif de 4,4 % au deuxième trimestre de 2009. La provision pour impôts sur les bénéfices des trois premiers trimestres de 2009 s'établit à 59 millions, ayant augmenté de 81 millions en regard de la période correspondante de 2008, ce qui signifie un taux d'imposition effectif de 4,7 %. En comparaison, dans la même période de l'exercice précédent, un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 22 millions avait engendré un taux de recouvrement de 1,5 %.

Abstraction faite de l'incidence du recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures et de l'augmentation de la provision générale au cours de la période à l'étude et des périodes correspondantes ainsi que des conséquences des charges liées à la conjoncture des marchés financiers dans les deux périodes correspondantes, le taux d'imposition effectif rajusté pour le trimestre est de 20,9 %, comparativement à 14,8 % au deuxième trimestre de 2009 et à 14,2 % au troisième trimestre de 2008. Le résultat enregistré il y a un an avait bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 95 millions.

Quant à celui du trimestre à l'étude, il tient compte d'un recouvrement de 23 millions. Les changements du taux d'imposition effectif rajusté des trimestres sont essentiellement attribuables à la proportion moins importante de revenus dans les territoires où les taux d'imposition sont plus faibles.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte découlant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé découlant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices durant la période en cours, ce qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des charges d'impôts sur les bénéfices affectées aux capitaux propres de 356 millions de dollars pour le trimestre et de 394 millions depuis le début de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

### Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	T2-2009	T1-2009	T4-2008	T3-2008	T2-2008	T1-2008	T4-2007
Revenu total	<b>2 978</b>	2 655	2 442	2 813	2 746	2 620	2 026	2 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances – spécifique	<b>357</b>	372	428	315	434	151	170	101
Dotation à la provision pour pertes sur créances – générale	<b>60</b>	-	-	150	50	-	60	50
Frais autres que d'intérêts	<b>1 873</b>	1 888	1 841	1 818	1 782	1 680	1 614	1 655
Revenu net	<b>557</b>	358	225	560	521	642	255	452
Résultat de base par action (en dollars)	<b>0,97</b>	0,61	0,39	1,06	1,00	1,25	0,48	0,89
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,97</b>	0,61	0,39	1,06	0,98	1,25	0,47	0,87
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,74</b>	1,55	1,51	1,71	1,58	1,47	1,45	1,47
Taux d'imposition effectif (%)	<b>16,4</b>	4,4	(41,0)	(9,2)	(12,2)	16,3	(50,3)	(19,3)
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	<b>1,11</b>	1,24	1,23	1,11	1,01	1,01	1,00	1,00
Revenu net :								
PE Canada	<b>356</b>	334	308	324	315	305	265	239
PE États-Unis	<b>25</b>	25	34	12	28	30	26	33
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>381</b>	359	342	336	343	335	291	272
Groupe Gestion privée	<b>120</b>	78	73	84	125	121	122	156
BMO Marchés des capitaux	<b>343</b>	249	179	290	263	187	(29)	46
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>(287)</b>	(328)	(369)	(150)	(210)	(1)	(129)	(22)
BMO Groupe financier	<b>557</b>	358	225	560	521	642	255	452

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 87 et 88 du Rapport annuel 2008. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats allant du quatrième trimestre de 2007 au troisième trimestre de 2009.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 tenaient compte d'un montant après impôts de 275 millions de dollars au titre de charges liées à la détérioration des marchés financiers, de pertes sur les activités mettant en jeu des produits de base, d'une hausse de la provision générale et d'une charge de restructuration. Dans le cas de BMO Marchés des capitaux, les pertes sur produits de base avaient été nettement moins fortes en 2008, la taille et le risque du portefeuille ayant été réduits. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 jusqu'au deuxième trimestre de 2009 comprenaient des charges liées à la dégradation des marchés financiers. Les charges (crédits) s'étaient largement reflétés dans BMO Marchés des capitaux et s'étaient établis à 318 millions, 488 millions, (42 millions), 134 millions, 45 millions, 528 millions et 117 millions, respectivement. Les secteurs de base de BMO Marchés des capitaux qui n'avaient pas été touchés par les éléments notables avaient dégagé des rendements très solides en 2007, mais les conditions de marché s'étaient affaiblies en 2008, pour ensuite s'améliorer aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2009.

PE Canada a continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2008 ainsi qu'au début de 2009, avec des mouvements favorables de sa part de marché dans un certain nombre de secteurs clés et l'amélioration des taux de fidélisation chez sa clientèle formée de particuliers.

PE États-Unis a évolué dans un contexte d'affaires difficile au cours de la dernière année et l'effet des conditions de crédit, qui ont diminué le revenu et augmenté les frais, s'est fait ressentir de plus en plus dans les résultats de 2008 et de 2009. L'incidence de ces facteurs sur le revenu net s'est chiffrée à 22 millions de dollars américains en 2008 et à 35 millions de dollars américains depuis le début du présent exercice. Les résultats de PE États-Unis pour le quatrième trimestre de 2008 avaient été affaiblis par la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée témoignent de la stabilité du revenu jusqu'au quatrième trimestre de 2008, période où la croissance des revenus avait ralenti à cause de la baisse des actifs sous gestion et sous administration causée par une conjoncture fort difficile. Les niveaux de ces actifs étaient demeurés faibles dans la première moitié de 2009, mais se sont quelque peu redressés au dernier trimestre, les marchés boursiers s'étant renforcés. Les charges associées aux mesures prises pour aider les clients américains à composer avec la dérive des marchés financiers avaient affaibli les résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Les résultats du troisième trimestre tiennent compte de l'incidence favorable d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 23 millions.

Les résultats des Services d'entreprise s'étaient dégradés dans la première moitié de 2008 en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui reflète la répartition par BMO de ces dotations selon les pertes prévues. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont plus élevées, la conjoncture économique s'étant dégradée par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années. Les résultats enregistrés en 2009 ont également subi les contrecoups de revenus peu élevés, comme nous l'expliquons dans la section qui traite des Services d'entreprise,

ainsi que de la constatation de charges au titre des indemnités de licenciement au deuxième trimestre.

Le dollar américain a été volatil. Ainsi, il s'est apprécié vers la fin de 2008 et s'est grandement renforcé au premier trimestre de 2009, mais a fléchi de manière importante au cours du dernier trimestre. Un dollar américain plus fort augmente les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO qui sont libellés dans cette devise.

#### **Bilan**

L'actif total, qui se chiffre à 415,4 milliards de dollars, a diminué de 0,7 milliard depuis le 31 octobre 2008. La dépréciation du dollar américain a réduit de 13,6 milliards, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. La diminution de 0,7 milliard reflète essentiellement le recul des prêts et acceptations (13,4 milliards), des soldes d'encaisse (6,5 milliards) et des actifs dérivés (6,0 milliards), ce qui a été atténué par la hausse des titres pris en pension ou empruntés (17,2 milliards) et des soldes des valeurs mobilières (10,0 milliards).

La diminution de 6,0 milliards de dollars des actifs financiers dérivés est survenue principalement dans les contrats de change et dans les contrats sur capitaux propres, sur crédit et sur marchandises, ce qui a été partiellement neutralisé par la hausse de la valeur des contrats sur taux d'intérêt. Des mouvements similaires ont été observés pour les passifs financiers dérivés.

La croissance des titres pris en pension ou empruntés (17,2 milliards de dollars) et la baisse de l'encaisse (6,5 milliards) s'expliquent par le fait que les clients ont opté davantage pour des titres mis en pension au détriment des dépôts. À 14,6 milliards, l'encaisse a légèrement augmenté depuis le deuxième trimestre.

La hausse des valeurs mobilières (10,0 milliards de dollars) depuis le 31 octobre 2008 tient compte de l'incidence de l'intensification des activités de négociation et des valeurs mobilières associées à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie, laquelle a été menée à terme au cours du deuxième trimestre.

La diminution du montant net des prêts et acceptations (13,4 milliards) a découlé de la baisse des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, baisse imputable au fait que les clients qui sont de grandes sociétés ont fait appel au marché obligataire pour obtenir du financement à plus long terme, ce qui a réduit le taux d'utilisation de leurs prêts. Dans l'ensemble, les prêts ont été réduits de 6,1 milliards par l'incidence du recul du dollar américain. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont quelque peu diminué depuis le 31 octobre 2008 puisque les répercussions de la croissance des prêts dans la période ont été annulées par la titrisation de prêts de 6 milliards en 2009.

Le passif et les capitaux propres ont fléchi de 0,7 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2008. Le recul du dollar américain a réduit de 13,6 milliards, après conversion, les passifs libellés en dollars américains. Le repli de 0,7 milliard reflète la baisse des dépôts (12,7 milliards) et des titres vendus à découvert (6,1 milliards), ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des titres mis en pension ou prêtés (16,3 milliards) et des capitaux propres (2,2 milliards).

Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 50 % du total des dépôts, soit 122,3 milliards de dollars, ont diminué de 13,8 milliards, ce qui est attribuable à l'incidence de la baisse du dollar américain et à l'augmentation des placements des clients dans des titres mis en pension, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Les dépôts des banques, qui constituent 9 % du total des dépôts, ou 23,2 milliards, ont fléchi de 7,1 milliards. Les dépôts des particuliers, qui représentent les 41 % restants du total des dépôts, soit 99,5 milliards, ont augmenté de 8,3 milliards, et ce, principalement dans le cas des dépôts à terme fixe et des dépôts à vue, et ont servi à réduire les dépôts des entreprises et des banques. Les dépôts à l'abri de l'impôt, incluant les nouveaux

comptes d'épargne libres d'impôt qui sont destinés aux particuliers, ont augmenté de 1,8 milliard. Le produit associé à la hausse nette des titres mis en pension ou prêtés et de ceux vendus à découvert a servi aux activités de négociation.

L'accroissement de 1,8 milliard de dollars des capitaux propres reflète un montant de 1,0 milliard généré par l'émission de 33,3 millions d'actions ordinaires ainsi que l'émission d'actions privilégiées pour un montant net de 0,8 milliard.

### Gestion du capital

Au 31 juillet 2009, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 11,71 %, avec un capital de première catégorie de 20,1 milliards de dollars et un actif pondéré en fonction des risques de 171,6 milliards. Ce ratio demeure solide, ayant augmenté de 101 points de base par rapport à 10,70 % à la fin du deuxième trimestre et de 194 points de base en regard de 9,77 % au 31 octobre 2008. Son augmentation depuis la fin de l'exercice précédent a découlé de l'essor du capital et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques. Quant à celle survenue depuis le deuxième trimestre, elle a résulté essentiellement de la baisse de cet actif.

La croissance du capital de première catégorie depuis le 31 octobre 2008 est essentiellement attribuable aux émissions de capital au cours de la première moitié de l'exercice ainsi qu'à l'émission de 400 millions de dollars d'actions privilégiées, série 23, à 5,40 % au troisième trimestre. L'incidence de ces émissions a été contrebalancée en partie par l'augmentation de certaines déductions prescrites par Bâle II et par le fait que, le 1<sup>er</sup> novembre 2008, nous avons adopté une nouvelle exigence imposée par cet accord et en vertu de laquelle les investissements dans des entités non consolidées et les investissements importants, excluant les filiales d'assurance détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, doivent faire l'objet d'une déduction de 50 % du capital de première catégorie et d'une déduction de 50 % du capital de deuxième catégorie. Le placement supplémentaire de la Banque dans sa filiale d'assurance, placement visant à soutenir l'acquisition de la société d'assurance qui a été réalisée au deuxième trimestre, est également déduit à raison de 50 % du capital de première catégorie et de 50 % du capital de deuxième catégorie. Antérieurement, ces déductions ne touchaient que le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie a augmenté depuis le deuxième trimestre en raison surtout de l'émission d'actions privilégiées dont il est fait mention ci-dessus.

L'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 20,0 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008 en raison surtout de l'incidence du recul du dollar américain, ce qui a réduit la valeur, après conversion, de cet actif libellé en dollars américains, et de la diminution de l'actif pondéré en fonction du risque de marché ainsi que de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit par suite de la baisse des volumes de prêts. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par l'évolution du risque de crédit qui a touché l'actif pondéré en fonction du risque de crédit inhérent aux titrisations et aux prêts. En comparaison de ce qu'il était au deuxième trimestre, l'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 13,0 milliards de dollars, et ce, essentiellement à cause de l'incidence de la dépréciation du dollar américain et de la contraction des volumes de prêts, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Aux termes de Bâle II, l'actif pondéré en fonction du risque de crédit varie en fonction du contexte économique sous-jacent. Compte tenu des perspectives économiques actuelles, nous nous attendons à ce que cet actif augmente au cours du reste de l'année ainsi qu'au début de 2010. Nous prévoyons également que l'actif pondéré en fonction des risques s'accroîtra dans les exercices à venir à cause des changements à la réglementation qui devraient être instaurés à compter de 2010.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 14,32 % au 31 juillet 2009. Ce ratio a augmenté de 215 points de base par rapport à celui de 12,17 % au 31 octobre 2008 et de 112 points de base en regard de celui de 13,20 % pour le deuxième trimestre. Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques de BMO est de 8,71 %, contre 7,47 % à la fin de l'exercice précédent et 8,24 % au deuxième trimestre. Le ratio de BMO est élevé comparativement à ceux des autres groupes de son secteur au Canada et à l'échelle internationale.

Au cours du trimestre, 3 416 000 actions ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre.

Le 25 août 2009, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalant à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Le dividende doit être versé le 26 novembre 2009 aux actionnaires inscrits le 6 novembre 2009. Les détenteurs d'actions ordinaires qui choisissent de réinvestir les dividendes dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires de BMO, au lieu de recevoir une somme en espèces, obtiendront un escompte de 2 % sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

### Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques  
(en millions de dollars canadiens)

	T3-2009	T4-2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 750	15 974
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 571	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 901	2 486
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 551)	(1 635)
Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(10)	(15)
Capital net de première catégorie	20 688	18 845
Déductions liées à la titrisation	(187)	(115)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(59)	-
Investissements importants	(352)	-
Autres déductions	-	(1)
Capital de première catégorie rajusté	20 090	18 729
Dette subordonnée	4 249	4 175
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul du gain non réalisé après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	-
Provision générale pour pertes sur créances admissibles	300	494
Total du capital de deuxième catégorie	5 349	5 469
Déductions liées à la titrisation	(15)	(6)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(59)	-
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(805)	(871)
Autres déductions	-	-
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 470	4 592
Capital total	24 560	23 321

Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T3-2009	T4-2008
Risque de crédit	147 137	163 616
Risque de marché	7 224	11 293
Risque opérationnel	17 197	16 699
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	171 558	191 608
Plancher réglementaire	-	-
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	171 558	191 608

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 19 août 2009	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	548 620 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 10	396 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	12 601 000
- droits non acquis	7 023 000

Les notes 21 et 23 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 135 à 138 du Rapport annuel 2008, ainsi que le tableau de la page 62 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2008, traitent en détail du capital-actions.

## Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

## Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO n'ont pas changé durant le trimestre. Ses quatre cotes sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's. Invoquant le risque que les pertes sur prêts augmentent à cause de la conjoncture, Moody's a, au cours du trimestre, fait passer de stables à négatives les perspectives rattachées à sa cote. Les perspectives de la majeure partie des grandes banques canadiennes ont subi le même sort. Les trois autres agences de notation ont maintenu leurs perspectives, à savoir des perspectives stables.

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées attribuées aux administrateurs, ainsi que les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 146 de notre Rapport annuel 2008.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits à la page 68 de notre Rapport annuel 2008 et aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés. La section

intitulée Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles présente plus de détails sur les changements apportés à nos arrangements hors bilan au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009.

## Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2008 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2008 contient, aux pages 69 à 71, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons les lecteurs à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

## Modifications de normes comptables

### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, BMO a adopté les nouvelles exigences en comptabilité de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels. Nous avons retraité les états financiers des périodes antérieures par suite de ce changement. Aux termes des nouvelles règles, nous devons reclasser dans les actifs incorporels certains logiciels inclus dans les locaux et le matériel. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation ni sur notre situation financière et n'a pas eu de répercussion importante sur le revenu net. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

### Modifications futures de normes comptables

Le 20 août 2009, l'ICCA a publié de nouvelles exigences comptables concernant le classement et l'évaluation d'actifs financiers, exigences qui, dans notre cas, entrent en vigueur au quatrième trimestre de 2009. La nouvelle norme exige que nous reclassions les titres de créance disponibles à la vente et ceux détenus à des fins de transaction dans la catégorie des prêts et créances en l'absence d'un marché actif et que nous reclassions dans les titres disponibles à la vente certains prêts pour lesquels il existe un marché actif. La dépréciation des titres de créance ainsi reclassés sera calculée de la même manière que l'est celle de notre portefeuille de prêts, reposant ainsi sur notre évaluation du caractère recouvrable du capital et des intérêts. Les reclassements seront faits en date du 1<sup>er</sup> novembre 2008; en conséquence de quoi, les charges au titre de pertes de valeur durables qui ne reflètent pas les pertes sur créances constatées dans la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 feront l'objet d'une contrepassation. Nous ne prévoyons pas que l'adoption de cette norme comptable aura une incidence importante sur nos résultats. Cette section renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme base pour la préparation de nos états financiers consolidés.

Comme les IFRS seront vraisemblablement modifiées avant que nous les adoptions, nous ne pouvons encore déterminer quelle en sera l'incidence sur nos résultats financiers.

Notre plan de transition nous permettant de satisfaire aux exigences des IFRS demeure sur la bonne voie. Les éléments clés de ce plan sont présentés à la page 71 de notre Rapport annuel

2008. Nous invitons les lecteurs à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

### **Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles**

Les pages 62 à 67 du Rapport annuel 2008 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur les instruments financiers, qui, en 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature des expositions de BMO au 31 juillet 2009, lesquelles sont analysées dans les sections qui suivent.

#### **Prêts aux particuliers**

Au Canada, notre portefeuille de prêts aux particuliers totalise 76,1 milliards de dollars et est constitué de trois grandes catégories d'actifs, soit : des prêts hypothécaires à l'habitation (52 %), des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers (45 %) et des prêts sur cartes de crédit (3 %).

Aux États-Unis, notre portefeuille des prêts aux particuliers totalise 15,9 milliards de dollars américains et est lui aussi composé essentiellement de trois catégories d'actifs, à savoir : des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (38 %), des prêts sur valeur domiciliaire (33 %) et des prêts automobiles indirects (26 %). Il n'existe aucun encours de prêts sur cartes de crédit au 31 juillet 2009.

Les sections qui suivent abordent les prêts hypothécaires à risque élevé, les prêts hypothécaires à l'habitation Alt-A et les prêts sur valeur domiciliaire, portefeuilles qui suscitent de plus en plus l'intérêt des investisseurs à l'heure actuelle.

#### **Prêts hypothécaires de premier rang à risque élevé**

Aux États-Unis, nous avons 0,29 milliard de dollars américains (0,25 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008) de prêts hypothécaires de premier rang présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé à la date d'autorisation. Une petite fraction de tels prêts vise des prêts non garantis présentant une quotité de financement supérieure à 80 % au moment de l'octroi. Un faible montant, soit 13,2 millions de dollars, ou 4,49 % (5,4 millions ou 2,14 % au 31 octobre 2008) du portefeuille est constitué de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus. À titre de comparaison, ce taux est de 2,23 % pour le portefeuille total de prêts hypothécaires de premier rang de BMO aux États-Unis.

BMO a aussi une exposition nette de 116 millions de dollars américains (159 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) à une société qui a acheté des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts hypothécaires à risque élevé) à prix réduit.

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à risque élevé. Les décisions d'accord de prêts hypothécaires de BMO se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi et, par conséquent, nous ne classons pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité.

#### **Prêts hypothécaires de premier rang Alt-A**

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Nous avons mis fin à ces programmes au troisième trimestre de 2008. Les prêts du programme No Doc, qui représentent la plus grande part de cette catégorie, nécessitaient une cote élevée de solvabilité de la part d'un bureau de crédit, soit au moins 660, et d'excellentes quotités de financement, soit au plus 80 % (90 % si le prêt était assuré par une assurance

hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences, la qualité de crédit de notre portefeuille de prêts Alt-A est bonne et le rendement des prêts est relativement satisfaisant. Aux États-Unis, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,3 milliard de dollars américains (1,6 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008). De ce montant, 58 millions, soit 4,32 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus au 31 juillet 2009 (10 millions ou 0,62 % au 31 octobre 2008).

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Par le passé, nous avons pu choisir de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de certains clients de la Banque lorsqu'ils présentaient par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit; cependant, cette approche n'est plus utilisée. Notre programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents permet une vérification limitée du revenu, mais comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Il y a environ 2,5 milliards de dollars (2,2 milliards au 31 octobre 2008) de prêts en cours en vertu de ce programme. De ce montant, seulement 16 millions de dollars, soit 0,66 % (11 millions ou 0,51 % au 31 octobre 2008) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

#### **Prêts sur valeur domiciliaire**

Aux États-Unis, le portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire se chiffre à 5,2 milliards de dollars américains, ce qui représente 3,1 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 juillet 2009. Dans l'ensemble du portefeuille, des prêts d'un montant de 325 millions de dollars américains (300 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) ont été accordés à des clients ayant une cote de solvabilité initiale inférieure à 620 et seraient classés dans la catégorie des prêts à risque élevé (554 millions de dollars américains autorisés) s'ils étaient inclus dans le portefeuille de prêts hypothécaires. De ce montant, seulement 7 millions de dollars américains, soit 2,29 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (2 millions de dollars américains et 0,81 % au 31 octobre 2008).

BMO a également offert des prêts dans le cadre de deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang. Le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,0 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard de dollars américains, soit les mêmes montants qu'au 31 octobre 2008. Les prêts accordés en vertu de ces programmes sont soumis aux mêmes exigences strictes en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement que le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang; le portefeuille a donc affiché un bon rendement. Au 31 juillet 2009, 6 millions de dollars américains, soit 0,96 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, situation n'ayant guère changé depuis le 31 octobre 2008. À titre de comparaison, ce taux s'établit à 1,01 % (0,57 % au 31 octobre 2008) pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis. Nous avons également mis un terme à ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire accordés à des clients dont la cote de crédit est supérieure à 620 mais inférieure à 660 constituent des éléments plus risqués pour le portefeuille de prêts. Cette composante du portefeuille représente 0,3 milliard de dollars américains et 4 millions de dollars américains, ou 1,32 % de ces prêts, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (3 millions de dollars américains ou 0,90 % au 31 octobre 2008).

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 15,8 milliards de dollars (13,8 milliards au 31 octobre 2008). Les montants autorisés totalisent 28,3 milliards (25,4 milliards au 31 octobre 2008). Il est très rare que les prêts sur valeur domiciliaire excèdent le ratio de quotité de financement de 80 % au moment de l'octroi. Ce portefeuille est de première qualité, la proportion de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus n'étant que de 0,11 % (0,08 % au 31 octobre 2008). L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 59 % du portefeuille total. Les autres comprennent un ensemble diversifié de positions sur des hypothèques de premier rang et de rang inférieur. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament d'une valeur de 0,3 milliard, dont 2 millions de dollars sont des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

#### **Financement à levier financier**

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier, ces prêts correspondant à moins de 1 % de son actif total avec un encours de 3,3 milliards de dollars au 31 juillet 2009 (5,2 milliards autorisés), comparativement à un encours de 3,6 milliards (5,8 milliards autorisés) au 31 octobre 2008. De ce montant, 201 millions de dollars ou 6,1 % sont considérés comme des prêts douteux (234 millions ou 6,5 % au 31 octobre 2008).

#### **Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit**

Les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élèvent à 343 millions de dollars (573 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 19 millions (19 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables. Un rajustement cumulé de 32,4 millions au 31 juillet 2009 (91 millions au 30 avril 2009 et 60 millions au 31 octobre 2008) lié au risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Une tranche d'environ 24 % des 343 millions de dollars (88 % des 573 millions au 31 octobre 2008) de l'exposition brute est liée à des contreparties ayant obtenu une cote d'au moins AA de la part de S&P. Les cotes de crédit attribuées par Moody's sont moins élevées. Environ 25 % de l'exposition brute de 19 millions aux titres de créance négociables est liée à des contreparties ayant une cote BBB- ou une cote plus élevée. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en jeu des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 3,8 milliards de dollars (environ 4,5 milliards au 31 octobre 2008). La plupart des contrats avec ces sociétés concernent des titres adossés à des créances avec flux groupés et des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. L'exposition de ces instruments aux prêts hypothécaires à risque élevé est minime. Les expositions à certaines contreparties prenant part à des produits dérivés de crédit sont analysées plus longuement dans la section Expositions à d'autres instruments financiers désignés.

BMO détient aussi 932 millions de dollars (1 176 millions au 31 octobre 2008) de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont des obligations municipales de 641 millions. Une proportion d'environ 92 % (environ 79 % au 31 octobre 2008) du portefeuille d'obligations municipales est de catégorie investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 77 % (environ 68 % au 31 octobre 2008) des obligations municipales

détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte des garanties d'assurance et toutes sont de catégorie investissement.

#### **Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO**

BMO soutient plusieurs conduits canadiens de titrisation qui financent des actifs émanant de BMO ou de ses clients. Parmi ceux qui financent des actifs bancaires, deux détiennent des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens transférés de BMO, tandis que le troisième détient des prêts sur cartes de crédit transférés de BMO. L'investissement de BMO dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des deux conduits détenant des prêts hypothécaires à l'habitation totalise 32 millions de dollars (509 millions au 31 octobre 2008). Les conditions de marché se sont grandement améliorées depuis le 31 octobre 2008. BMO fournit à ces conduits 5,1 milliards de dollars de facilités de trésorerie, et aucune somme n'a été prélevée sur ces facilités. L'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit n'émet que des titres adossés à des créances à terme et n'émet pas de PCAA. En conséquence, nous ne fournissons pas de facilités de trésorerie à cette entité. Nous détenons 269 millions de dollars de billets subordonnés qu'a émis l'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit (269 millions au 31 octobre 2008). Les billets émis aux termes des programmes offrant des prêts hypothécaires sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's. Les billets de premier rang émis dans le cadre des programmes portant sur des cartes de crédit sont cotés AAA par DBRS et Aaa par Moody's.

Nous soutenons également des entités de titrisation de clients au Canada qui fournissent du financement à notre clientèle. Ces entités détiennent des actifs transférés par nos clients. Certaines de ces entités sont financées directement par BMO et d'autres le sont sur le marché. Nous finançons directement des entités de titrisation de clients qui détiennent des actifs de 1 035 millions de dollars, dont 46 millions de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé ou de prêts Alt-A. Après la fin du trimestre, le financement direct par la banque de ces entités a été réduit de 220 millions par voie d'un versement aux termes d'un programme portant sur des créances automobiles.

Les billets émis par les entités de titrisation de clients qui sont financées sur le marché sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's et représentent 6,5 milliards de dollars (11,0 milliards au 31 octobre 2008) de la facilité de soutien de trésorerie de BMO qui n'a pas encore été utilisée. Les actifs de chacune de ces entités se composent principalement de groupes diversifiés de créances automobiles et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ensemble, ces catégories d'actifs représentent 70 % du total des actifs de ces entités. Leurs actifs incluent 457 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque élevé ou de prêts Alt-A. Ces entités n'incluent aucun titre adossé à des créances avec flux groupés ni aucune exposition à des assureurs spécialisés.

Le PCAA des entités de titrisation de clients qui sont financées sur le marché détenu par BMO totalise 671 millions de dollars au 31 juillet 2009 (2,1 milliards de dollars au 31 octobre 2008), montant dont la majeure partie reflète la décision de BMO d'investir une partie de ses liquidités structurelles excédentaires dans du PCAA. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'investissement de BMO dans le PCAA de ces entités.

#### **Conduit de titrisation américain soutenu par BMO**

BMO s'est engagée à fournir des facilités de soutien de trésorerie de 6,1 milliards de dollars américains (8,2 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008) à notre conduit multiténant américain émetteur de PCAA.

Environ 54 % des engagements du conduit ont été cotés par Moody's ou S&P, et la quasi-totalité d'entre eux ont reçu la cote catégorie investissement. Environ 950 millions de dollars américains d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac, entités dont les cotes ont été abaissées durant le trimestre, ce qui n'a eu aucune incidence sur le rendement des actifs sous-jacents. Le papier commercial en cours du conduit totalise 4,8 milliards de dollars américains (6,5 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008). Le PCAA du conduit est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Le papier commercial en cours a été acheté avec régularité par des tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

#### **Entité de protection de crédit**

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne. Une charge nette peu élevée, soit 8 millions de dollars, a été constatée à l'égard de Apex au cours du trimestre.

Apex a une exposition à quelque 450 titres de crédit de sociétés, diversifiés sur le plan des régions et des secteurs. Des changements négligeables ont été apportés aux cotes de ces titres durant le troisième trimestre. Environ 70 % de ces titres sont de catégorie investissement (24 % ayant une cote supérieure à BBB, 46 % étant cotés BBB et 30 % ayant une cote moindre qu'une cote de catégorie investissement). Un certain nombre de cotes des sociétés sous-jacentes sont sous surveillance ou sous examen en vue d'une révision à la baisse.

Apex a émis 2,2 milliards de dollars de billets à moyen terme d'une durée de cinq et huit ans (les billets), et BMO avait une exposition de 815 millions de dollars à ces billets à la fin du trimestre. Une autre partie a une exposition de 600 millions aux billets par le biais d'un swap sur rendement total conclu avec BMO.

Une facilité de financement de premier rang de 1,13 milliard de dollars a été mise à la disposition de Apex, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Au 31 juillet 2009, 214 millions de dollars (632 millions au 30 avril 2009) de l'engagement de BMO dans le cadre de la facilité de premier rang avaient été avancés en vue du financement des appels de sûretés à la suite de variations de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents.

Au cours du trimestre, nous avons réalisé une opération qui couvre au maximum la première tranche de 515 millions de dollars de pertes de notre exposition aux termes de la facilité de financement de premier rang. Après la fin de cette période, nous avons convenu de prendre part à une opération qui couvre notre exposition de 815 millions de dollars aux billets. Nous ne nous attendons pas à ce que cette opération ait une incidence importante sur les résultats du quatrième trimestre.

Il existe 21,3 milliards de dollars de positions de crédit notionnelles nettes détenues par l'entité. BMO a conclu des contrats de swap sur défaillance sur les positions notionnelles nettes avec les contreparties aux swaps ainsi que des swaps de compensation avec Apex. En conséquence, BMO assume également un risque si les pertes dépassent la valeur globale de 3,3 milliards de dollars des billets et de la facilité de premier rang.

La charge nette liée à Apex au troisième trimestre inclut une charge relative à la couverture de la moitié de notre exposition à la facilité de financement de premier rang, déduction faite d'un gain de 16 millions de dollars découlant de l'évaluation à la valeur de marché de notre placement dans ses billets, évaluation selon laquelle ces billets ont une valeur de 423 millions, ou 52 cents par dollar.

Les pertes sur créances réalisées sur les billets de Apex ne sont enregistrées que si les pertes sur défaillance des titres sous-

jacents dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Une part importante des positions de Apex bénéficie d'une protection importante de premier niveau et, au cours du trimestre, les changements dans le palier de protection de premier niveau de chacune des tranches ont été négligeables.

Le palier le plus bas de protection de premier niveau est d'un pourcentage estimatif de 3,2 % sur une tranche cotée CCC (qui est sous examen avec implications négatives) et le deuxième palier le plus bas de protection de premier niveau est d'un pourcentage estimatif de 10,4 % sur une tranche cotée BB (faible). Si des pertes étaient réalisées sur la totalité des montants notionnels, soit 1 217 millions de dollars, représentés par ces deux tranches, les pertes, au prorata, que BMO subirait s'établiraient à 451 millions (en fonction d'une exposition pour BMO de 815 millions sur les 2,2 milliards de dollars de billets à moyen terme en cours). BMO a imputé à ces billets des charges de 392 millions eu égard à son exposition à ceux-ci. Comme il est indiqué ci-dessus, après la fin du trimestre, nous avons convenu de prendre part à une opération qui couvre notre exposition de 815 millions de dollars aux billets.

Chacune des dix autres tranches a une cote allant de A (faible) à AAA et jouit d'une importante protection de premier niveau qui va de 13,0 % à 29,4 %, pour une moyenne pondérée de 23,6 %. Trois tranches, qui représentent des crédits d'un montant notionnel net d'environ 12,1 milliards de dollars, ont une protection de premier niveau se situant entre 23,7 % et 29,1 %, environ.

#### **Entités de gestion de placements structurés**

Nous fournissons un soutien de premier rang pour le financement, au moyen de facilités de trésorerie de BMO, à deux entités de gestion de placements structurés de BMO, soit Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Au 31 juillet 2009, les sommes prélevées sur ces facilités s'élevaient au total à 6,4 milliards de dollars américains et à 622 millions d'euros (5,6 milliards de dollars américains et 458 millions d'euros au 30 avril 2009). Les facilités de trésorerie totalisent 6,6 milliards de dollars américains pour Links et 650 millions d'euros pour Parkland au 31 juillet 2009. Les avances aux termes des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés.

Conformément à la stratégie de vente d'une manière ordonnée et sensible à la valeur et en raison de la détérioration du marché, le rythme de vente des actifs est demeuré lent durant le trimestre. Nous prévoyons que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique en fonction des conditions du marché et pensons que les ventes d'actifs seront restreintes durant le présent trimestre. S'il n'y a pas d'autres ventes d'actifs et si les actifs sont remboursés selon les modalités prévues, nous pensons que les montants en cours aux termes de la facilité de financement de premier rang ont atteint leur maximum au cours du mois, s'établissant ainsi à 6,4 milliards de dollars américains pour Links et à 622 millions d'euros pour Parkland et qu'ils commenceront à baisser. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est influencée par divers facteurs, notamment le rythme et le prix des ventes des actifs, le profil des échéances des billets de premier rang et les échéances des actifs. Bien que les actifs des entités de gestion de placements structurés arriveront à échéance au fil du temps, une portion importante devrait être remboursée entre 2010 et 2012.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 31 juillet 2009, la valeur

comptable des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland est respectivement de 935 millions de dollars américains et de 154 millions d'euros. La valeur comptable des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 7,8 milliards de dollars américains et à 774 millions d'euros, respectivement, en baisse par rapport aux chiffres de 8,2 milliards de dollars américains et 794 millions d'euros au 30 avril 2009. La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 5,6 milliards de dollars américains et à 598 millions d'euros, respectivement, en hausse par rapport aux chiffres de 5,2 milliards de dollars américains et 551 millions d'euros, respectivement, au 30 avril 2009 malgré l'échéance et le remboursement d'actifs de 252 millions de dollars américains dans le cas de Links et de 14 millions d'euros dans celui de Parkland. La valeur de marché des actifs de Links et de Parkland totalisait 6,8 milliards de dollars américains et 698 millions d'euros, respectivement, au 31 octobre 2008. Même si la valeur de marché des actifs de Links et de Parkland est actuellement inférieure aux créances prioritaires en cours, BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues dans l'avenir.

La qualité des actifs de Links demeure élevée. Selon leur valeur de marché, environ 55 % de ces titres de créance ont reçu une cote Aa3 ou supérieure de la part de Moody's (58 % au 30 avril 2009 et 84 % au 31 octobre 2008) et 92 % ont reçu la cote catégorie investissement. Environ 49 % de ces actifs ont obtenu une cote AA- ou supérieure de S&P (54 % au 30 avril 2009 et 73 % au 31 octobre 2008) et 93 % ont reçu la cote catégorie investissement. Certaines cotes des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les cotes des billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont conformes aux cotes de crédit Aa1 (Moody's) et A+ (S&P) attribuées aux créances prioritaires de BMO. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque élevé. Elles détiennent des titres de créance diversifiés, et la combinaison de ceux-ci est essentiellement inchangée depuis le 31 octobre 2008.

#### **Exposition à de grandes institutions financières**

Depuis le 31 octobre 2008, les gouvernements, en Europe et aux États-Unis, ne cessent d'offrir un soutien financier important aux institutions financières locales. Le flux des échanges commerciaux entre les pays et les régions a diminué, ce qui a mis sous pression les économies et les systèmes bancaires d'un grand nombre de pays. À la lumière de ce qui précède, BMO a continué de gérer de manière proactive son exposition aux grandes institutions financières qui comptent parmi ses contreparties.

#### **Mise en garde**

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, nos instruments des marchés financiers pourraient subséquemment faire l'objet d'autres gains ou pertes d'évaluation en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Expositions à d'autres instruments financiers désignés**

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires sur certains instruments financiers qui sont détenus dans nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et de titres disponibles à la vente. La plupart de nos titres adossés à des créances avec flux groupés et de nos titres adossés à des prêts sont entièrement couverts par d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette aux titres adossés à des créances avec flux groupés est faible, ne représentant que 16 millions de dollars. L'exposition nette aux titres adossés à des prêts est également peu importante, se chiffrant à 100 millions, et elle est constituée de la valeur comptable de 83 millions de dollars d'instruments non couverts et rehaussés ainsi que d'une perte nette de 17 millions sur des instruments couverts.

BMO n'investit que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres adossés à des créances avec flux groupés et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe accordée par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et leur valeur comptable reflète des rajustements liés à l'évaluation à la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents consistent en une gamme étendue d'actifs de sociétés. Environ 30 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec une contrepartie qui est une institution financière et qui jouit de la cote A. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures est soutenue par la garantie fournie, à l'exception de montants relativement faibles autorisés aux termes des accords avec les contreparties. Une autre tranche de 50 % des montants des placements qui sont couverts a trait à deux contreparties jouissant de la cote AAA et à l'égard desquelles nous avons constaté des gains de couverture de 170 millions de dollars. Les 20 % restants ont trait à une contrepartie ayant obtenu la cote CC et à l'égard de laquelle nous avons inscrit des gains de couverture de 29 millions.

Les montants indiqués dans le tableau excluent les protections par swap sur défaillance achetées à deux contreparties, qui sont des sociétés d'instruments dérivés de crédit, et dont la valeur de marché est de 220 millions de dollars américains (avant déduction des rajustements d'évaluation du crédit de 27 millions de dollars américains) ainsi que la protection de ces titres par swap sur défaillance correspondante d'un montant notionnel de 1,5 milliard de dollars américains fournie de d'autres institutions financières en notre qualité d'intermédiaire. La cote de solvabilité de l'une de ces contreparties est Ba1 et les billets subordonnés de l'autre ont obtenu la cote Caa1. La sûreté sous-jacente à ces deux expositions est constituée de trois groupes de titres de crédit de sociétés et États, titres qui sont grandement diversifiés. Chaque groupe compte de 95 à 138 titres de crédit, dont une proportion variant entre 65 % et 81 % sont cotés de catégorie investissement et dont la protection de premier niveau va de 8,2 % à 19,2 %, pour une moyenne pondérée de 11,9 % selon la valeur notionnelle.

**Expositions à d'autres instruments financiers désignés** (en millions de dollars canadiens) 1)

Au 31 juillet 2009

		Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Montant des placements couverts	Valeur comptable du montant des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
<b>Titres adossés à des créances avec flux groupés 2)</b>	AAA	16						Titres divers
	CCC ou inférieur		257	57	(200)	200	-	Couverts par des IF de cote A
		16	257	57	(200)	200	-	
<b>Titres adossés à des prêts</b>	AAA	76						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		265	186	(79)	78	(1)	Couverts par des IF de cote A
	AAA		1 356	1 177	(179)	163	(16)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote CC ou supérieure
	A- à AA+	7						Prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni
		83	1 621	1 363	(258)	241	(17)	
<b>Titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation 4) 5)</b>								
Sans prêt hypothécaire à risque élevé	AAA	33						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque élevé - rehaussés	A- à AA+ CCC ou inférieur	2 16						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA 3) Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote CC ou qui ne sont plus cotés
Prêts hypothécaires américains à risque élevé	A- à AA+ CCC ou inférieur		60 109	49 64	(11) (45)	11 45	- -	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
		51	169	113	(56)	56	-	
<b>Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales 5)</b>	AAA	25						Prêts immobiliers commerciaux en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis
	A- à AA+	137						Principalement des prêts commerciaux et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		162						
<b>Titres adossés à des créances</b>	AAA	226						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	A- à AA+	102						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	BBB- à BBB+	70						Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		398						

IF = Institutions financières

- 1) Depuis le 1<sup>er</sup> août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés dans le portefeuille des titres disponibles à la vente.
- 2) Les titres adossés à des créances avec flux groupés incluent une exposition indirecte d'environ 49 millions de dollars à des prêts hypothécaires à l'habitation à risque élevé américains. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total conclus avec une grande institution financière qui n'est pas un assureur spécialisé.
- 3) Certaines cotes sont sous surveillance.
- 4) Les titres adossés à des créances hypothécaires rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation inclus dans le montant des placements couverts de 169 millions de dollars ont une exposition estimative de 83 millions de dollars à des prêts à risque élevé américains sous-jacents.
- 5) Les montants ne tiennent pas compte de titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation de 33 millions de dollars et de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de 290 millions de dollars détenus par BMO Société d'assurance-vie.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2009

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009					Cumul 2009					
	Services bancaires		BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O		Total BMO	Services bancaires		Services d'entreprise, y compris T&O		Total BMO
	PE	Groupe GP		PE	Groupe GP		BMO MC	PE	Groupe GP		
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 163	87	440	(224)	<b>1 466</b>	3 440	265	1 460	(1 037)	<b>4 128</b>	
Revenu autre que d'intérêts	462	434	593	23	<b>1 512</b>	1 301	1 202	1 112	332	<b>3 947</b>	
Revenu total (bic) 1)	1 625	521	1 033	(201)	<b>2 978</b>	4 741	1 467	2 572	(705)	<b>8 075</b>	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	114	1	43	259	<b>417</b>	338	4	129	746	<b>1 217</b>	
Frais autres que d'intérêts	952	392	516	13	<b>1 873</b>	2 814	1 140	1 440	208	<b>5 602</b>	
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	559	128	474	(473)	<b>688</b>	1 589	323	1 003	(1 659)	<b>1 256</b>	
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	178	8	131	(205)	<b>112</b>	507	52	232	(732)	<b>59</b>	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	<b>19</b>	-	-	-	57	<b>57</b>	
Revenu net T3-2009	381	120	343	(287)	<b>557</b>	1 082	271	771	(984)	<b>1 140</b>	
Revenu net T2-2009	359	78	249	(328)	<b>358</b>						
Revenu net T3-2008	343	125	263	(210)	<b>521</b>	969	368	421	(340)	<b>1 418</b>	
<b>Autres statistiques</b>											
Profit économique net	221	86	171	(399)	<b>79</b>	587	178	226	(1 218)	<b>(227)</b>	
Rendement des capitaux propres	24,7 %	35,9 %	21,8 %	n.s.	<b>12,1 %</b>	22,7 %	30,1 %	15,3 %	n.s.	<b>8,5 %</b>	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	25,3 %	36,1 %	21,8 %	n.s.	<b>12,3 %</b>	23,2 %	30,4 %	15,3 %	n.s.	<b>8,7 %</b>	
Levier d'exploitation	1,5 %	(7,4 %)	29,1 %	n.s.	<b>3,3 %</b>	0,9 %	(10,9 %)	39,0 %	n.s.	<b>(1,2 %)</b>	
Levier d'exploitation avant amortissement	1,5 %	(7,3 %)	29,1 %	n.s.	<b>3,2 %</b>	0,9 %	(10,9 %)	39,0 %	n.s.	<b>(1,2 %)</b>	
Ratio de productivité (bic)	58,5 %	75,3 %	50,0 %	n.s.	<b>62,9 %</b>	59,3 %	77,8 %	56,0 %	n.s.	<b>69,4 %</b>	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,9 %	75,0 %	49,9 %	n.s.	<b>62,5 %</b>	58,7 %	77,5 %	56,0 %	n.s.	<b>69,0 %</b>	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif 1)	3,16 %	2,93 %	1,02 %	n.s.	<b>1,74 %</b>	3,10 %	3,52 %	1,06 %	n.s.	<b>1,60 %</b>	
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 938	1 306	5 991	3 934	<b>17 169</b>	6 177	1 184	6 364	2 996	<b>16 721</b>	
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	145,9	11,8	170,6	6,5	<b>334,9</b>	148,4	10,1	183,8	3,1	<b>345,4</b>	
Effectif - équivalent de durée normale	19 926	4 706	2 384	9 578	<b>36 594</b>						

n.s. - non significatif

1) Les revenus, les impôts sur les bénéficiaires et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic des groupes s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéficiaires et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2009.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Pour le trimestre à l'étude, les résultats de nos activités d'assurance sont présentés dans ceux du groupe Gestion privée et non pas dans ceux de PE Canada. De plus, les résultats de nos activités de placement à terme sont dorénavant intégrés à ceux de PE Canada et non plus à ceux du groupe Gestion privée. Tous les chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte de ces transferts.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 163	97	9 %	34	3 %	3 440	363	12 %
Revenu autre que d'intérêts	462	28	7 %	28	7 %	1 301	65	5 %
Revenu total (bic)	1 625	125	8 %	62	4 %	4 741	428	10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	114	15	16 %	3	3 %	338	55	20 %
Frais autres que d'intérêts	952	61	7 %	25	3 %	2 814	233	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	559	49	10 %	34	6 %	1 589	140	10 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	178	11	6 %	12	7 %	507	27	6 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	381	38	11 %	22	6 %	1 082	113	12 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	-	-	(1)	(12 %)	25	3	14 %
Revenu net avant amortissement	389	38	11 %	21	6 %	1 107	116	12 %
Rendement des capitaux propres	24,7 %		1,1 %		2,1 %	22,7 %		(1,5 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	25,3 %		1,1 %		2,1 %	23,2 %		(1,6 %)
Levier d'exploitation	1,5 %		n.s.		n.s.	0,9 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	1,5 %		n.s.		n.s.	0,9 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	58,5 %		(0,9 %)		(0,8 %)	59,3 %		(0,5 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,9 %		(0,8 %)		(0,7 %)	58,7 %		(0,5 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,16 %		0,28 %		0,03 %	3,10 %		0,25 %
Actif productif moyen	145 941	(1 284)	(1 %)	(2 259)	(2 %)	148 423	4 401	3 %

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	953	84	10 %	57	6 %	2 757	216	9 %
Revenu autre que d'intérêts	400	17	5 %	25	7 %	1 121	69	7 %
Revenu total (bic)	1 353	101	8 %	82	6 %	3 878	285	8 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	10	13 %	4	6 %	285	33	13 %
Frais autres que d'intérêts	737	40	6 %	44	6 %	2 134	112	6 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	519	51	11 %	34	7 %	1 459	140	11 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	163	10	7 %	12	8 %	461	27	6 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	356	41	13 %	22	6 %	998	113	13 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	1	97 %	(1)	(10 %)	3	1	41 %
Revenu net avant amortissement	356	42	13 %	21	6 %	1 001	114	13 %
Revenus des services aux particuliers	647	14	2 %	41	6 %	1 859	50	3 %
Revenus des services aux entreprises	390	56	17 %	33	10 %	1 093	93	9 %
Revenu des services de cartes	316	31	11 %	8	3 %	926	142	18 %
Levier d'exploitation	2,4 %		n.s.		n.s.	2,4 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	2,4 %		n.s.		n.s.	2,5 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,4 %		(1,2 %)		(0,1 %)	55,0 %		(1,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,3 %		(1,3 %)		(0,1 %)	54,9 %		(1,3 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,17 %		0,33 %		0,03 %	3,10 %		0,28 %
Actif productif moyen	119 052	(2 710)	(2 %)	1 806	2 %	118 734	(1 450)	(1 %)

n.s. - non significatif

## Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net, qui s'élève à 356 millions de dollars, a augmenté de 41 millions ou de 13 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré une économie au ralenti.

Le revenu a progressé de 101 millions de dollars ou de 8,2 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des volumes de la plupart des produits, par l'amélioration de la marge nette d'intérêts et par des gains nets sur titres de placement, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus de titrisation. La

marge nette d'intérêts a augmenté de 33 points de base. Environ la moitié de cette hausse est attribuable au fait que la croissance des dépôts a dépassé celle des prêts et le tiers est imputable à l'incidence des trisations de prêts hypothécaires dégageant de faibles marges. Le reste est le fait de taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires ainsi que des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu a augmenté de 14 millions de dollars ou de 2,3 % en raison de l'essor des volumes de prêts et dépôts qui dégagent de meilleures marges et de taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires, ce qui a été atténué par des réductions des frais de refinancement des prêts hypothécaires et des revenus de titrisation. La croissance de MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné une progression des prêts aux particuliers de 15 % depuis un an. La part de marché s'est accrue de 10 points de base par rapport à l'année précédente, mais a fléchi de 5 points de base depuis le deuxième trimestre, pour s'établir à 11,75 %. La croissance des soldes a été ralentie par les mesures prises par la direction pour maintenir la qualité du portefeuille.

Dans un contexte de repli du marché de l'habitation, nos soldes de prêts hypothécaires ont enregistré une baisse comparativement à ceux d'il y a un an en raison des titrisations et de la liquidation des prêts provenant de courtiers et de tiers. Ainsi, notre part du marché des prêts hypothécaires a diminué de 86 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 30 points de base en regard du deuxième trimestre.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 15 % sur douze mois. Une gestion du rendement plus efficace, des investissements dans notre réseau de succursales, une gamme simplifiée de produits et le fait que, lorsque la conjoncture est incertaine, les clients préfèrent les dépôts bancaires ont favorisé cette croissance. Dans un environnement caractérisé par une vive concurrence, notre part de marché a fléchi de 13 points de base par rapport au deuxième trimestre. Elle a par contre gagné 32 points de base en regard de la même période l'an dernier, pour s'établir à 12,29 %, et nous croyons fermement que les mesures que nous mettons de l'avant favoriseront sa croissance dans l'avenir.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, le revenu a progressé de 56 millions de dollars ou de 17 % en raison de la croissance des dépôts. Cette hausse reflète également les gains nets sur titres de placement, la hausse des frais inhérents aux activités, les mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme et des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires. Même si les prêts n'ont pas progressé depuis un an, leur essor ayant été freiné par de mauvaises conditions économiques et une concurrence toujours intense, notre part de marché s'est élargie de 21 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 13 points de base par rapport au deuxième trimestre. Détenant 20,1 % de ce marché, BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services bancaires à la petite et moyenne entreprise au Canada. En ce qui concerne les dépôts, les soldes ont augmenté de 10,2 %, ce qui traduit l'attrait que revêt pour nos clients l'aspect sécuritaire des dépôts bancaires dans le contexte actuel ainsi que les efforts que nous déployons pour répondre à leurs besoins bancaires.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiements ont augmenté de 31 millions de dollars ou de 11 % d'un exercice à l'autre en raison de l'essor des soldes, de l'élargissement des marges et de la hausse des revenus tirés des services de paiements.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 40 millions de dollars ou de 5,8 % essentiellement en raison de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, de la rémunération liée au

rendement et des charges au titre des indemnités de licenciement en lien avec la rationalisation de notre structure de gestion. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe est de 2,4 %. Nous continuons d'investir de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle et, attentifs à la conjoncture actuelle, nous continuerons de gérer rigoureusement nos dépenses d'exploitation.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 3,2 milliards de dollars ou de 2,4 % depuis un an. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 10,9 milliards ou de 13 % au cours de la même période.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2009**

Le revenu net a progressé de 22 millions de dollars ou de 6,4 %.

Le revenu s'est accru de 82 millions de dollars ou de 6,4 % grâce à l'accroissement des volumes, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et des frais liés aux activités, à la réalisation de gains sur titres de placement et au fait que le trimestre a compté trois jours civils de plus. La marge nette d'intérêts a augmenté de 3 points de base grâce à la hausse des frais de refinancement de prêts hypothécaires.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 44 millions de dollars ou de 6,3 % à cause de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, du fait que le trimestre a compté trois jours civils de plus et de charges au titre des indemnités de licenciement.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a augmenté de 0,4 milliard de dollars ou de 0,3 % par rapport au deuxième trimestre, tandis que les dépôts des particuliers et à terme se sont accrus de 0,3 milliard ou de 0,4 % et que les dépôts des entreprises ont monté de 1,1 milliard ou de 4,8 %.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et des neuf premiers mois de 2008**

Le revenu net a progressé de 113 millions de dollars ou de 13 %.

Le revenu a augmenté de 285 millions ou de 8,0 % grâce principalement à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la hausse des revenus tirés des cartes et des services de paiements, ce qui a été atténué par la baisse des revenus tirés des produits de fonds d'investissement et les pertes sur titres de placement subies dans des marchés boursiers léthargiques. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 28 points de base. Environ la moitié de cette hausse est attribuable aux titrisations de prêts hypothécaires. Le reste a résulté du fait que la croissance des dépôts a dépassé celle des prêts, de taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 112 millions de dollars ou de 5,6 % essentiellement à cause de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, des impôts sur le capital, de la rémunération liée au rendement, des coûts liés aux locaux et des charges au titre des indemnités de licenciement.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	210	13	7 %	(23)	(10 %)	683	147	27 %
Revenu autre que d'intérêts	62	11	19 %	3	4 %	180	(4)	(3 %)
Revenu total (bic)	272	24	9 %	(20)	(7 %)	863	143	20 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	17	5	39 %	(1)	(11 %)	53	22	72 %
Frais autres que d'intérêts	215	21	11 %	(19)	(8 %)	680	121	22 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	(2)	(6 %)	-	-	130	-	-
Impôts sur les bénéfices (bic)	15	1	2 %	-	-	46	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	25	(3)	(8 %)	-	-	84	-	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	(1)	(2 %)	-	-	22	2	11 %
Revenu net avant amortissement	33	(4)	(7 %)	-	-	106	2	2 %
Levier d'exploitation	(1,5 %)		n.s.		n.s.	(1,8 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(2,1 %)		n.s.		n.s.	(2,3 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	79,2 %		1,1 %		(1,1 %)	78,8 %		1,2 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	76,0 %		1,5 %		(0,9 %)	75,7 %		1,4 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,13 %		0,02 %		0,08 %	3,08 %		0,07 %
Actif productif moyen	26 889	1 426	6 %	(4 065)	(13 %)	29 689	5 851	25 %

### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	190	(5)	(3 %)	3	1 %	573	40	7 %
Revenu autre que d'intérêts	55	4	9 %	7	17 %	151	(32)	(17 %)
Revenu total (bic)	245	(1)	(1 %)	10	4 %	724	8	1 %
Frais autres que d'intérêts	193	1	1 %	4	3 %	570	14	3 %
Revenu net	23	(5)	(16 %)	2	16 %	71	(13)	(15 %)
Actif productif moyen	24 220	(936)	(4 %)	(704)	(3 %)	24 874	1 177	5 %

n.s. – non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a baissé de 3 millions de dollars ou de 8,3 % pour s'établir à 25 millions. En dollars américains, il a diminué de 5 millions ou de 16 % pour se chiffrer à 23 millions.

La hausse des prêts douteux et les frais connexes de gestion de ce portefeuille ont réduit le revenu net du trimestre de 13 millions de dollars américains.

Le revenu a baissé de 1 million de dollars américains ou de 0,5 %, mais s'est renforcé de 8 millions de dollars américains ou de 3,3 %, compte non tenu de l'incidence de l'accroissement des prêts douteux en regard de ce qu'ils étaient un an plus tôt. La hausse du revenu est attribuable en grande partie aux gains réalisés à la vente de prêts hypothécaires. Exclusion faite de l'incidence des acquisitions, les dépôts ont monté de 1,8 milliard de dollars américains ou de 10 %.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 1 million de dollars américains ou de 0,8 %. Ces frais ont baissé de 3 millions de dollars ou de 1,3 %, compte non tenu des frais supplémentaires qu'a exigés la gestion de notre portefeuille de prêts douteux, ce qui témoigne des bienfaits d'une gestion rigoureuse des frais.

### Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2009

Le revenu net est comparable à celui dégagé au trimestre précédent. En dollars américains, il a augmenté de 2 millions de dollars ou de 16 %.

Le revenu s'est accru de 10 millions de dollars américains ou de 4,0 % en raison surtout de l'élargissement de la marge nette d'intérêts, de la progression des gains sur les ventes de prêts hypothécaires et de l'incidence du nombre plus élevé de jours dans le trimestre.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 4 millions de dollars américains ou de 2,6 %, ce qui a résulté en grande partie de l'accroissement des frais qu'a exigés la gestion de notre portefeuille de prêts douteux.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et des neuf premiers mois de 2008

Le revenu net est semblable à celui dégagé dans la même période de l'exercice précédent. En dollars américains, il a diminué de 13 millions ou de 15 %. L'incidence des prêts douteux a réduit le revenu net de 35 millions de dollars américains.

Le revenu a progressé de 8 millions de dollars américains ou de 1,1 %, mais s'est renforcé de 39 millions de dollars américains ou de 6,0 %, compte non tenu du gain de 38 millions de dollars américains généré par le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. il y a un an, de l'incidence de 29 millions de dollars américains des acquisitions au Wisconsin et de l'augmentation de 22 millions de dollars américains de l'incidence de l'accroissement des prêts douteux. Cette hausse a résulté en grande partie de la progression des gains sur les ventes de prêts hypothécaires, de l'élargissement de la marge nette d'intérêts et de l'essor des volumes de prêts et dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 14 millions de dollars américains ou de 2,6 %. Ils sont demeurés inchangés, abstraction faite des variations de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, d'une augmentation de 9 millions de dollars américains des frais de gestion de notre portefeuille de prêts douteux et de l'incidence de 28 millions de dollars américains des acquisitions réalisées au Wisconsin.

## Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	87	(10)	(10 %)	1	2 %	265	(10)	(4 %)
Revenu autre que d'intérêts	434	(34)	(7 %)	53	14 %	1 202	(163)	(12 %)
Revenu total (bic)	521	(44)	(8 %)	54	12 %	1 467	(173)	(11 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	(1)	(1 %)	4	1	42 %
Frais autres que d'intérêts	392	(2)	-	29	8 %	1 140	3	-
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires	128	(42)	(25 %)	26	24 %	323	(177)	(36 %)
Impôts sur les bénéficiaires (bic)	8	(37)	(83 %)	(16)	(68 %)	52	(80)	(61 %)
Revenu net	120	(5)	(4 %)	42	54 %	271	(97)	(26 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	(1)	(22 %)	2	-	-
Revenu net avant amortissement	120	(5)	(4 %)	41	53 %	273	(97)	(26 %)
Rendement des capitaux propres	35,9 %	(7,5 %)		8,2 %		30,1 %	(14,1 %)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	36,1 %	(7,6 %)		8,1 %		30,4 %	(14,1 %)	
Lever d'exploitation	(7,4 %)	n.s.		n.s.		(10,9 %)	n.s.	
Lever d'exploitation avant amortissement	(7,3 %)	n.s.		n.s.		(10,9 %)	n.s.	
Ratio de productivité (bic)	75,3 %	5,6 %		(2,5 %)		77,8 %	8,5 %	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	75,0 %	5,5 %		(2,4 %)		77,5 %	8,4 %	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,93 %	(1,93 %)		(0,68 %)		3,52 %	(1,26 %)	
Actif productif moyen	11 803	3 919	50 %	2 097	22 %	10 068	2 393	31 %

### États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	57	(5)	(9 %)	6	13 %	148	(35)	(19 %)
Frais autres que d'intérêts	57	(1)	(3 %)	6	11 %	161	(9)	(5 %)
Revenu net	-	(3)	(95 %)	1	+100 %	(9)	(18)	(+100 %)
Revenu net avant amortissement	-	(3)	(87 %)	-	-	(8)	(18)	(+100 %)
Actif productif moyen	2 255	121	6 %	(23)	(1 %)	2 267	148	7 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net, soit 120 millions de dollars, a diminué de 5 millions ou de 4,2 % depuis un an, ce qui reflète les défis posés par les marchés boursiers et le faible niveau des taux d'intérêt. Le revenu net du trimestre à l'étude a profité d'un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires de périodes antérieures de 23 millions. Les résultats tiennent compte du revenu, pour un trimestre entier, de BMO Société d'assurance-vie qui a été acquise, ce qui a enrichi de 5 millions le revenu net de ces trois mois. Tel qu'il a été mentionné précédemment, la totalité des activités d'assurance de BMO fait maintenant partie du groupe Gestion privée, ce qui renforce l'orientation de notre stratégie de gestion de patrimoine et intègre notre capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe. Les activités de placement à terme font désormais partie de PE Canada. Tous les chiffres correspondants ont été reclassés de façon à tenir compte des transferts des activités d'assurance et de placement à terme. Le revenu net est composé des 67 millions générés par les activités d'assurance et des 53 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance.

Le revenu a reculé de 44 millions de dollars ou de 7,7 % et a été affaibli par la réduction des revenus tirés des services tarifés et des commissions des services de placement traditionnels et par la diminution de ceux générés par les fonds d'investissement, ce qui témoigne de l'incidence négative que le manque de tonus des marchés boursiers a eue sur les actifs sous gestion et sous administration du groupe. Le revenu provenant des services de courtage a été réduit par la compression des marges sur les dépôts. Le revenu a toutefois été soutenu par l'incidence de 27 millions de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Le renforcement du dollar américain a haussé le revenu de 6 millions ou de 1,1 point de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 2 millions de dollars ou de 0,3 % grâce à la diminution de ceux liés au revenu et à une gestion dynamique des frais, ce qui a compensé en grande partie

l'incidence de l'acquisition et du change. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru les frais de 19 millions au cours du trimestre, ce qui tient compte des coûts d'intégration de 3 millions. L'appréciation du dollar américain a augmenté les frais de 5 millions ou de 1,4 point de pourcentage.

Les actifs sous gestion et sous administration ont été touchés par la dégradation des conditions de marché et ont reculé de 14 milliards de dollars ou de 5,7 % malgré l'avantage de 4 milliards inhérent à l'appréciation du dollar américain.

### Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2009

Le revenu net a bondi de 42 millions de dollars ou de 54 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a résulté du redressement des marchés boursiers, du revenu de BMO Société d'assurance-vie pour un trimestre entier et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires de périodes antérieures de 23 millions.

L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru le revenu de 17 millions de dollars, les frais de 12 millions et le revenu net de 3 millions puisque les résultats du trimestre précédent ne tenaient compte que d'un seul mois de revenu.

Le revenu, soit 521 millions de dollars, a monté de 54 millions depuis le deuxième trimestre en raison surtout de la hausse des revenus des services de courtage, de l'accroissement des revenus générés par les services tarifés des fonds d'investissement par suite de l'augmentation des actifs des clients et de la progression des revenus de BMO Société d'assurance-vie, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par l'incidence du recul du dollar américain. Les actifs sous gestion et sous administration ont progressé de 6 milliards de dollars ou de 2,7 % et de 6,5 %, dans leur monnaie d'origine.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 29 millions de dollars depuis le trimestre précédent en raison surtout de l'augmentation de ceux liés au revenu et des frais de BMO Société d'assurance-vie, ce qui a été atténué par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et des neuf premiers mois de 2008

Le revenu net a diminué de 97 millions de dollars ou de 26 % depuis un an, ce qui reflète des marchés boursiers difficiles et le faible niveau des taux d'intérêt. Les résultats des neuf premiers mois de 2009 ont été affaiblis par une charge de 11 millions après impôts liée à l'évaluation de titres à enchères, mais ont été soutenus par un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 23 millions.

L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru le revenu de 37 millions de dollars, les frais de 26 millions et le revenu net de 7 millions.

Le revenu a fléchi de 173 millions de dollars ou de 11 %, ce qui a découlé essentiellement de la réduction des revenus tirés des services de courtage et des services tarifés des fonds d'investissement, témoignant ainsi de l'incidence négative que le

manque de tonus des marchés boursiers a eue sur les actifs sous gestion et sous administration du groupe. Ce facteur a été atténué par la hausse des revenus d'assurance. La baisse du revenu net d'intérêts est essentiellement attribuable à la diminution des revenus tirés des services de courtage qu'a causée la compression des marges sur les soldes des dépôts. Le raffermissement du dollar américain a haussé le revenu de 29 millions ou de 1,8 point de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 3 millions de dollars ou de 0,3 %. L'appréciation du dollar américain a accru ces frais de 29 millions ou de 2,5 points de pourcentage. De plus, ces frais ont monté à cause de BMO Société d'assurance-vie qui leur a ajouté 26 millions de dollars. Ces augmentations ont été compensées en partie par des diminutions de la rémunération incitative et des frais liés au revenu, ce qui témoigne de la baisse du revenu, et par les effets d'une gestion dynamique des frais.

## BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	440	146	50 %	(64)	(13 %)	1 460	615	73 %
Revenu autre que d'intérêts	593	134	29 %	285	92 %	1 112	239	27 %
Revenu total (bic)	1 033	280	37 %	221	27 %	2 572	854	50 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	43	14	47 %	(1)	(2 %)	129	42	49 %
Frais autres que d'intérêts	516	39	8 %	65	14 %	1 440	140	11 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	474	227	93 %	157	50 %	1 003	672	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	131	147	+100 %	63	93 %	232	322	+100 %
Revenu net	343	80	30 %	94	38 %	771	350	83 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	1	100 %	1	-	-
Revenu net avant amortissement	344	80	30 %	95	38 %	772	350	83 %
Revenu de produits de négociation	666	269	68 %	177	36 %	1 476	693	89 %
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	367	11	4 %	44	14 %	1 096	161	17 %
Rendement des capitaux propres	21,8 %		4,6 %		7,1 %	15,3 %		6,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,8 %		4,6 %		7,0 %	15,3 %		6,3 %
Levier d'exploitation	29,1 %		n.s.		n.s.	39,0 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	29,1 %		n.s.		n.s.	39,0 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	50,0 %		(13,4 %)		(5,6 %)	56,0 %		(19,7 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	49,9 %		(13,5 %)		(5,7 %)	56,0 %		(19,7 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	1,02 %		0,33 %		(0,07 %)	1,06 %		0,42 %
Actif productif moyen	170 628	1 218	1 %	(19 394)	(10 %)	183 828	6 989	4 %
<b>États-Unis - Points saillants</b> (en millions de dollars américains)								
Revenu total (bic)	335	39	13 %	(9)	(2 %)	1 164	331	40 %
Frais autres que d'intérêts	176	(21)	(10 %)	17	11 %	526	(30)	(5 %)
Revenu net	88	30	52 %	(20)	(18 %)	394	220	+100 %
Actif productif moyen	63 775	(3 193)	(5 %)	(2 346)	(4 %)	66 264	(4 605)	(6 %)

n.s. - non significatif

## Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net s'élève à 343 millions de dollars, en hausse de 80 millions ou de 30 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats enregistrés il y a un an tenaient compte de charges de 134 millions (96 millions après impôts) en rapport avec la conjoncture des marchés, tel que nous le précisons dans la section Éléments notables figurant à la fin du présent Rapport de gestion, ainsi que d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 82 millions. Les résultats du présent trimestre tiennent compte d'une charge nette après impôts peu élevée au titre de ces éléments. Les rajustements d'évaluation du crédit ont été positifs durant ces trois mois et ont totalisé 61 millions, mais ont été plus qu'annulés par les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 74 millions sur des swaps sur défaillance qui limitent l'exposition au risque de crédit de notre portefeuille de prêts. Une charge nette d'un montant peu

élevé a été constatée à l'égard de Apex ce trimestre, dont une charge relative à la couverture d'au maximum la première tranche de 515 millions de dollars de pertes de notre exposition aux termes de la facilité de financement de premier rang, déduction faite d'un petit gain lié à l'évaluation à la valeur de marché sur notre investissement dans les billets de Apex.

Le revenu a crû de 280 millions de dollars ou de 37 %, pour s'établir à 1 033 millions. L'appréciation du dollar américain a augmenté le revenu de 40 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les revenus de négociation et ceux tirés des services bancaires aux grandes entreprises ont nettement progressé. Le groupe a également profité d'une baisse importante des pertes sur titres.

Le revenu de produits de négociation a augmenté de 68 % depuis un an en raison surtout de la montée des revenus générés par les activités de négociation. L'amélioration des revenus de négociation est en grande partie attribuable à la variation des

rajustements d'évaluation du crédit ainsi qu'à l'excellent rendement qu'ont affiché certaines activités de négociation de base, incluant celles portant sur les titres à revenu fixe, les instruments du marché monétaire et les produits structurés.

Le revenu du secteur Investissements et services bancaires aux grandes entreprises et autre revenu a bondi de 11 millions de dollars en raison de la hausse considérable du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur des swaps sur défaillance qui limitent l'exposition au risque de crédit de notre portefeuille de prêts. La forte hausse du revenu net d'intérêts est attribuable en partie aux mesures d'établissement des prix et au renforcement du dollar américain. Les frais liés aux prêts et les commissions de prise ferme de titres de créance ont également augmenté depuis un an, alors que les revenus provenant de la gestion de la trésorerie ont baissé à cause du recul des soldes des comptes des clients.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 146 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent grâce à la hausse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises dont il a été fait mention ci-dessus ainsi qu'à la forte progression du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Ce dernier est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de financement de ces actifs. La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 33 points de base par rapport à la même période l'an dernier en raison des marges plus importantes qu'ont dégagées les prêts aux grandes entreprises et de l'augmentation du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 39 millions de dollars ou de 8,3 % étant donné que l'amélioration du rendement du groupe a engendré une hausse de la rémunération variable. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse des frais de 15 millions. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'établit à 29,1 %.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2009**

Le revenu net a augmenté de 94 millions de dollars ou de 38 % depuis le trimestre précédent. Les résultats du deuxième trimestre avaient été touchés par des charges de 117 millions (80 millions après impôts) liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers, tel qu'il est décrit dans la section Éléments notables.

Le revenu a progressé de 221 millions de dollars ou de 27 %. Le recul du dollar américain a fait baisser le revenu de 54 millions. L'augmentation du revenu total est principalement imputable aux revenus de négociation, ce qui a découlé notamment du fait que les revenus de négociation du trimestre précédent tenaient compte de charges importantes liées à la conjoncture des marchés financiers. L'augmentation des revenus de négociation a été contrebalancée en partie par une baisse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, baisse causée par la compression du portefeuille de prêts. Les commissions

associées aux fusions et acquisitions ainsi qu'à la prise ferme de titres de participation ont également diminué.

Le revenu de produits de négociation a augmenté de 36 % depuis le trimestre précédent en raison de la montée des revenus de négociation, tel qu'il est indiqué ci-dessus. Le revenu du secteur Investissements et services bancaires aux grandes entreprises et autre revenu s'est renforcé de 14 % en regard de ce qu'il était au trimestre précédent en raison d'une baisse importante des pertes sur titres de notre portefeuille d'investissements de banque d'affaires et du recul des pertes de négociation sur les swaps sur défaillance qui sont utilisés pour couvrir notre portefeuille de prêts. Les commissions de prise ferme de titres de créance ont augmenté, mais leur hausse a été annulée par le recul des activités liées aux fusions et acquisitions et de celles de prise ferme de titres de participation. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, le revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises a également fléchi.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 65 millions de dollars ou de 14 % depuis le deuxième trimestre à cause de la hausse de la rémunération variable, ce qui témoigne de l'amélioration du rendement. Le repli du dollar américain a réduit ces frais de 20 millions.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2009 et des neuf premiers mois de 2008**

Le revenu net s'élève à 771 millions de dollars, ce qui signale une hausse de 350 millions. Les résultats du premier semestre de 2009 avaient été affaiblis par des charges de 628 millions (428 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel qu'il est décrit plus longuement à la section Éléments notables. Les résultats du troisième trimestre reflètent une charge nette d'un faible montant. Les résultats de 2008 avaient été touchés par des charges de 580 millions (392 millions après impôts), comme cela est décrit à la section Éléments notables. Ils tenaient également compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 82 millions.

Le revenu a crû de 854 millions de dollars ou de 50 % en raison de la vigueur des activités de base sous-jacentes. Les revenus de négociation et ceux liés aux services bancaires aux grandes entreprises se sont grandement améliorés. Soutenus par une baisse des taux d'intérêt d'une ampleur inégalée, les revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont eux aussi été fort élevés dans les deux premiers trimestres. Les pertes sur titres ont nettement augmenté depuis la même période de l'exercice précédent. Les revenus tirés des commissions et des honoraires liés aux fusions et acquisitions ont également baissé. Le raffermissement du dollar américain a catalysé le revenu généré par nos activités aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 140 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, et ce, en grande partie à cause de l'augmentation de la rémunération variable, ce qui témoigne de l'amélioration du revenu et, dans une moindre mesure, du montant plus élevé de frais attribués et des coûts informatiques.

## Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2009	Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Augmentation (Diminution) c. T2-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	(224)	(49)	(29 %)	160	42 %	(1 037)	(503)	(94 %)
Revenu autre que d'intérêts	23	(80)	(78 %)	(174)	(88 %)	332	77	30 %
Revenu total (bic)	(201)	(129)	(+100 %)	(14)	(8 %)	(705)	(426)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	259	(96)	(27 %)	44	20 %	746	254	51 %
Frais autres que d'intérêts	13	(7)	(37 %)	(134)	(91 %)	208	150	+100 %
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	473	26	6 %	(76)	(14 %)	1 659	830	100 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	205	(50)	(20 %)	(35)	(16 %)	732	188	34 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	1	2 %	-	-	57	2	4 %
Perte nette	287	77	36 %	(41)	(12 %)	984	644	+100 %

### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	(37)	(3)	(9 %)	38	50 %	(235)	(105)	(80 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	181	(231)	(56 %)	19	11 %	567	(7)	(1 %)
Frais autres que d'intérêts	(2)	18	86 %	(21)	(+100 %)	3	48	+100 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	86	(65)	(45 %)	(4)	(9 %)	306	51	19 %
Perte nette	135	(145)	(51 %)	(35)	(20 %)	513	95	23 %

### Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

### Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

### Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 287 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 210 millions l'an dernier. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de

96 millions en raison de la diminution de celles imputées aux Services d'entreprise aux termes de la méthode de la perte prévue qu'emploie BMO. Les résultats du trimestre tiennent compte d'une hausse de 60 millions de la provision générale pour pertes sur créances, comparativement à une augmentation de 50 millions il y a un an. Aucune hausse n'a été enregistrée au deuxième trimestre de 2009. Le revenu s'est affaibli de 129 millions à cause surtout des répercussions des titrisations de cartes de crédit réalisées en 2008, du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs par suite de variations des taux d'intérêt du marché, de l'incidence continue des activités de financement, lesquelles ont rehaussé notre position, déjà excellente, en matière de liquidités et des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture, alors que des gains avaient été enregistrés au deuxième trimestre. Les charges du trimestre comprennent une reprise négligeable de 10 millions de dollars de la charge de restructuration de 2007.

La perte nette a diminué de 41 millions de dollars depuis le deuxième trimestre en raison surtout de la baisse des frais. Des charges de 118 millions (80 millions après impôts) avaient été constatées au deuxième trimestre au titre des indemnités de licenciement. Le revenu a fléchi de 14 millions. Le revenu net d'intérêts s'est renforcé de 160 millions de dollars en raison notamment des mesures prises par la direction pour atténuer le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs et de certaines positions en matière de liquidités et de conditions de marché plus stables. Le revenu total a légèrement baissé, le revenu autre que d'intérêts ayant diminué en grande partie à cause du recul des revenus de titrisation et des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture au deuxième trimestre.

La perte nette des neuf premiers mois de 2009 dépasse de 644 millions de dollars celle de la même période il y a un an, ce qui est imputable en partie à la baisse du revenu, à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, conformément à la méthode de la perte prévue que nous utilisons, et à l'accroissement des charges liées aux indemnités de licenciement. La provision générale pour pertes sur créances a augmenté de 60 millions depuis le début de l'exercice et de 110 millions en regard de ce qu'elle était pour la période comparable de 2008.

## Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2009	T2-2009	T3-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	-	117	134	645	580
Impôts sur les bénéfices connexes	-	37	38	206	188
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	-	80	96	439	392
Indemnités de licenciement	-	118	-	118	-
Impôts sur les bénéfices connexes	-	38	-	38	-
Incidence nette des indemnités de licenciement b)	-	80	-	80	-
Augmentation de la provision générale	60	-	50	60	110
Impôts sur les bénéfices connexes	21	-	20	21	42
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale c)	39	-	30	39	68
Incidence nette des éléments notables (a+b+c)	39	160	126	558	460

## Éléments notables

### Troisième trimestre de 2009

Le revenu net a été affaibli par une hausse de 60 millions de dollars (39 millions après impôts et 0,07 \$ par action) de la provision générale pour pertes sur créances qui a été constatée par les Services d'entreprise. Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers ne peut être considérée comme un élément notable du trimestre à l'étude en raison des montants relativement peu élevés qui sont en cause. Un avantage net a été constaté au cours du trimestre au titre de rajustements d'évaluation du crédit positifs tout comme l'a été une charge d'un faible montant en lien avec Apex, entité canadienne de protection de crédit. Ces facteurs ont été plus qu'annulés par les pertes de négociation sur les swaps sur défaillance qui servent à couvrir notre portefeuille de prêts.

### Troisième trimestre de 2008

Les résultats de BMO au troisième trimestre de 2008 avaient été touchés par des charges de 134 millions de dollars (96 millions après impôts et 0,19 \$ par action) en raison de la conjoncture des marchés et par une hausse de 50 millions (30 millions après impôts et 0,06 \$ par action) de la provision générale pour pertes sur créances.

Les charges de 134 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus ont réduit de 76 millions le revenu autre que d'intérêts généré par les activités de négociation et de 61 millions les gains sur titres de placement, mais ont accru de 3 millions les autres revenus.

### Deuxième trimestre de 2009

Les résultats du deuxième trimestre de 2009 avaient été affaiblis par des éléments notables totalisant 235 millions de dollars (160 millions après impôts et 0,30 \$ par action). BMO Marchés des capitaux avait enregistré des charges non réalisées et liées à la conjoncture des marchés financiers de 117 millions (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action), charges qui avaient réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation. Les résultats tenaient également compte de charges au titre des indemnités de licenciement de 118 millions (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action) qu'avaient inscrites les Services d'entreprise.

### Neuf premiers mois de 2009

Le revenu net des neuf premiers mois de 2009 a été touché par des éléments notables de 823 millions de dollars (558 millions après impôts et 1,06 \$ par action). Dans la première moitié de l'exercice, BMO Marchés des capitaux a inscrit des charges de 628 millions (428 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers et le groupe Gestion privée a constaté des charges de 17 millions (11 millions après impôts) en rapport avec des titres à enchères. Les Services d'entreprise ont également comptabilisé des charges au titre des indemnités de licenciement de 118 millions (80 millions après impôts) ainsi qu'une hausse de 60 millions (39 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le revenu autre que d'intérêts des neuf premiers mois de 2009 a été réduit par les charges de 645 millions de dollars liées à la conjoncture des marchés financiers dont il est fait mention ci-dessus. Il s'est produit des baisses du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (402 millions), des gains sur titres de placement (226 millions) et des autres revenus (17 millions).

### Neuf premiers mois de 2008

Le revenu net des neuf premiers mois de 2008 avait été réduit par des éléments notables de 690 millions de dollars (460 millions après impôts et 0,91 \$ par action). Ces éléments comprenaient des charges de 580 millions (392 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers qu'avait constatées BMO Marchés des capitaux ainsi qu'une hausse de 110 millions (68 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances inscrite par les Services d'entreprise.

Le revenu autre que d'intérêts des neuf premiers mois de 2008 avait été affaibli par les charges de 580 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus. Des baisses avaient été enregistrées au chapitre du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (425 millions), des gains sur titres de placement (119 millions) et des autres revenus (36 millions).

## Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2009	T2-2009	T3-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Total des frais autres que d'intérêts a)	<b>1 873</b>	1 888	1 782	<b>5 602</b>	5 076
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (note 1)	<b>(12)</b>	(12)	(11)	<b>(34)</b>	(31)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	<b>1 861</b>	1 876	1 771	<b>5 568</b>	5 045
Revenu net	<b>557</b>	358	521	<b>1 140</b>	1 418
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>9</b>	10	9	<b>27</b>	25
Revenu net avant amortissement (note 2)	<b>566</b>	368	530	<b>1 167</b>	1 443
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(33)</b>	(26)	(19)	<b>(82)</b>	(48)
Charge au titre du capital (note 2)	<b>(454)</b>	(429)	(389)	<b>(1 312)</b>	(1 134)
Profit économique net (note 2)	<b>79</b>	(87)	122	<b>(227)</b>	261
Revenu c)	<b>2 978</b>	2 655	2 746	<b>8 075</b>	7 392
Croissance du revenu (%) d)	<b>8,4</b>	1,3	7,5	<b>9,2</b>	3,4
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	<b>62,9</b>	71,1	64,9	<b>69,4</b>	68,7
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) (note 2)	<b>62,5</b>	70,7	64,5	<b>69,0</b>	68,2
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	<b>5,1</b>	12,4	7,4	<b>10,4</b>	2,6
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	<b>5,2</b>	12,3	7,5	<b>10,4</b>	2,7
Levier d'exploitation (%) (d-e)	<b>3,3</b>	(11,1)	0,1	<b>(1,2)</b>	0,8
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2)	<b>3,2</b>	(11,0)	-	<b>(1,2)</b>	0,7
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	<b>0,97</b>	0,61	0,98	<b>1,97</b>	2,70
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	<b>0,98</b>	0,63	1,00	<b>2,01</b>	2,75

Note 1 : L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

### Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois certaines mesures excluant les effets de ces éléments, mais lorsque que nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et les mesures établis sur une telle base sont considérés utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous fournissons également un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes concernées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

## État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois terminées le				Pour les périodes de neuf mois terminées le		
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	1 717 \$	1 825 \$	2 213 \$	2 554 \$	2 467 \$	5 755 \$	8 060 \$
Valeurs mobilières	525	683	824	744	701	2 032	2 447
Dépôts à d'autres banques	23	48	96	182	203	167	748
	<b>2 265</b>	<b>2 556</b>	<b>3 133</b>	<b>3 480</b>	<b>3 371</b>	<b>7 954</b>	<b>11 255</b>
<b>Frais d'intérêts</b>							
Dépôts	592	967	1 446	1 590	1 612	3 005	5 751
Dettes subordonnées	58	56	60	61	61	174	161
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	20	19	21	23	22	60	68
Autres passifs	129	179	279	397	394	587	1 612
	<b>799</b>	<b>1 221</b>	<b>1 806</b>	<b>2 071</b>	<b>2 089</b>	<b>3 826</b>	<b>7 592</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>1 466</b>	<b>1 335</b>	<b>1 327</b>	<b>1 409</b>	<b>1 282</b>	<b>4 128</b>	<b>3 663</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	417	372	428	465	484	1 217	865
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>1 049</b>	<b>963</b>	<b>899</b>	<b>944</b>	<b>798</b>	<b>2 911</b>	<b>2 798</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	240	235	248	270	294	723	835
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	206	204	205	203	190	615	553
Revenus de négociation	273	63	224	435	220	560	111
Commissions sur prêts	140	148	119	120	116	407	309
Frais de services de cartes	35	33	24	58	88	92	233
Frais de gestion de placements et de garde de titres	85	84	88	87	86	257	252
Revenus tirés de fonds d'investissement	119	106	114	140	151	339	449
Revenus de titrisation	202	262	264	167	133	728	346
Commissions de prise ferme et de consultation	101	103	77	66	97	281	287
Pertes sur titres, autres que de négociation	(12)	(42)	(314)	(252)	(75)	(368)	(63)
Revenus de change, autres que de négociation	1	25	13	(4)	25	39	84
Revenus d'assurance	85	64	60	56	60	209	181
Autres	37	35	(7)	58	79	65	152
	<b>1 512</b>	<b>1 320</b>	<b>1 115</b>	<b>1 404</b>	<b>1 464</b>	<b>3 947</b>	<b>3 729</b>
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	<b>2 561</b>	<b>2 283</b>	<b>2 014</b>	<b>2 348</b>	<b>2 262</b>	<b>6 858</b>	<b>6 527</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel (note 9)	1 122	1 129	1 087	1 007	1 044	3 338	2 969
Bureaux et matériel (note 2)	313	339	327	338	312	979	903
Amortissement des actifs incorporels (note 2)	48	54	51	48	45	153	135
Déplacements et expansion des affaires	73	73	82	95	87	228	233
Communications	55	57	51	57	50	163	145
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	19	13	15	11	20	47	31
Honoraires	91	82	92	113	102	265	271
Autres	162	141	136	157	122	439	389
	<b>1 883</b>	<b>1 888</b>	<b>1 841</b>	<b>1 826</b>	<b>1 782</b>	<b>5 612</b>	<b>5 076</b>
Reprise liée à la restructuration (note 10)	(10)	-	-	(8)	-	(10)	-
<b>Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>688</b>	<b>395</b>	<b>173</b>	<b>530</b>	<b>480</b>	<b>1 256</b>	<b>1 451</b>
Impôts sur les bénéfices	112	18	(71)	(49)	(59)	59	(22)
	<b>576</b>	<b>377</b>	<b>244</b>	<b>579</b>	<b>539</b>	<b>1 197</b>	<b>1 473</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	18	57	55
<b>Bénéfice net</b>	<b>557 \$</b>	<b>358 \$</b>	<b>225 \$</b>	<b>560 \$</b>	<b>521 \$</b>	<b>1 140 \$</b>	<b>1 418 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	33 \$	26 \$	23 \$	25 \$	19 \$	82 \$	48 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	524 \$	332 \$	202 \$	535 \$	502 \$	1 058 \$	1 370 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	547 134	543 634	520 020	503 004	504 124	536 855	501 746
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	549 968	544 327	523 808	506 591	508 032	538 332	506 732
<b>Résultat par action</b> (en dollars canadiens)							
De base	0,97 \$	0,61 \$	0,39 \$	1,06 \$	1,00 \$	1,97 \$	2,73 \$
Dilué	0,97	0,61	0,39	1,06	0,98	1,97	2,70
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>2,10</b>	<b>2,10</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008
<b>Actif</b>					
<b>Encaisse</b>	<b>14 567 \$</b>	14 232 \$	26 390 \$	21 105 \$	22 054 \$
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	66 152	66 704	61 752	66 032	63 628
Titres disponibles à la vente	42 559	39 295	35 189	32 115	23 426
Autres	1 436	1 501	1 517	1 991	1 821
	<b>110 147</b>	107 500	98 458	100 138	88 875
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>45 250</b>	38 521	32 283	28 033	32 433
<b>Prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	48 760	48 052	50 107	49 343	51 757
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	44 466	44 316	44 355	43 737	40 292
Prêts sur cartes de crédit	2 383	2 100	2 105	2 120	3 532
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	70 705	77 271	84 557	84 151	71 961
	<b>166 314</b>	171 739	181 124	179 351	167 542
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 042	9 736	10 716	9 358	9 834
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 798)	(1 825)	(1 741)	(1 747)	(1 494)
	<b>173 558</b>	179 650	190 099	186 962	175 882
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	59 580	77 473	81 985	65 586	43 167
Bureaux et matériel (note 2)	1 642	1 684	1 709	1 721	1 582
Écarts d'acquisition	1 551	1 670	1 706	1 635	1 449
Actifs incorporels (note 2)	647	671	676	710	658
Actifs divers	8 419	10 844	9 868	10 160	8 947
	<b>71 839</b>	92 342	95 944	79 812	55 803
<b>Total de l'actif</b>	<b>415 361 \$</b>	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b>					
Banques	23 211 \$	27 874 \$	31 422 \$	30 346 \$	29 988 \$
Entreprises et administrations publiques	122 269	118 205	133 388	136 111	131 748
Particuliers	99 473	101 090	99 770	91 213	86 921
	<b>244 953</b>	247 169	264 580	257 670	248 657
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	58 570	75 070	77 764	60 048	36 786
Acceptations	9 042	9 736	10 716	9 358	9 834
Titres vendus à découvert	12 717	14 131	16 327	18 792	17 415
Titres mis en pension ou prêtés	48 816	46 170	36 012	32 492	28 148
Passifs divers	16 149	14 708	12 969	14 071	11 650
	<b>145 294</b>	159 815	153 788	134 761	103 833
<b>Dettes subordonnées (note 11)</b>	<b>4 249</b>	4 379	4 389	4 315	4 204
<b>Titres d'une fiducie de capital</b>	<b>1 150</b>	1 150	1 150	1 150	1 150
<b>Actions privilégiées (note 12)</b>	<b>-</b>	-	-	250	250
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions (note 12)	8 626	8 099	7 676	6 454	6 458
Surplus d'apport	78	77	76	69	68
Bénéfices non répartis	11 525	11 391	11 434	11 632	11 471
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	(514)	165	81	(251)	(1 044)
	<b>19 715</b>	19 732	19 267	17 904	16 953
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>415 361 \$</b>	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé du résultat étendu (perte)

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Bénéfice net	557 \$	521 \$	1 140 \$	1 418 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	107	(51)	354	24
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	(363)	50	(144)	194
Gain net (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(423)	65	(473)	271
<b>Total du résultat étendu (perte)</b>	<b>(122)\$</b>	<b>585 \$</b>	<b>877 \$</b>	<b>1 907 \$</b>

## État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde au début de la période	2 171 \$	1 446 \$	1 746 \$	1 196 \$
Actions émises au cours de la période (note 12)	400	300	825	550
Solde à la fin de la période	2 571	1 746	2 571	1 746
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de la période	5 928	4 668	4 773	4 411
Actions émises au cours de la période (note 12)	-	-	1 000	-
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	93	32	231	87
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	34	12	51	34
Actions émises à l'acquisition d'une entreprise	-	-	-	180
Solde à la fin de la période	6 055	4 712	6 055	4 712
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	77	67	69	58
Frais liés aux options sur actions/options exercées	1	1	7	10
Prime sur les actions autodétenues	-	-	2	-
Solde à la fin de la période	78	68	78	68
<b>Bénéfices non répartis</b>				
Solde au début de la période	11 391	11 327	11 632	11 166
Revenu net	557	521	1 140	1 418
Dividendes – Actions privilégiées	(33)	(19)	(82)	(48)
– Actions ordinaires	(384)	(353)	(1 144)	(1 055)
Frais d'émission d'actions	(6)	(5)	(32)	(10)
Actions autodétenues	-	-	11	-
Solde à la fin de la période	11 525	11 471	11 525	11 471
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde au début de la période	173	110	(74)	35
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite de (la charge) l'économie d'impôts sur les bénéfices de (43) \$, 42 \$, (161) \$ et 25 \$)	111	(89)	278	(54)
Reclassement des (gains) pertes dans le revenu net au cours de la période (déduction faite de (la charge) l'économie d'impôts sur les bénéfices de 2 \$, (18) \$, (31) \$ et (37) \$)	(4)	38	76	78
Solde à la fin de la période	280	59	280	59
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde au début de la période	477	(22)	258	(166)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite de (la charge) l'économie d'impôts sur les bénéfices de 120 \$, (20) \$, 25 \$ et (72) \$)	(293)	37	(75)	141
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite de (la charge) l'économie d'impôts sur les bénéfices de 33 \$, (6) \$, 34 \$ et (25) \$)	(70)	13	(69)	53
Solde à la fin de la période	114	28	114	28
<b>Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde au début de la période	(485)	(1 196)	(435)	(1 402)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(1 238)	182	(1 373)	800
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite de (la charge) l'économie d'impôts sur les bénéfices de (356) \$, 57 \$, (394) \$ et 253 \$)	815	(117)	900	(529)
Solde à la fin de la période	(908)	(1 131)	(908)	(1 131)
Cumul total des autres éléments de la perte étendue	(514)	(1 044)	(514)	(1 044)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>19 715 \$</b>	<b>16 953 \$</b>	<b>19 715 \$</b>	<b>16 953 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Revenu net	557 \$	521 \$	1 140 \$	1 418 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	24	61	282	135
Perte nette (gain net) sur titres, autres que de négociation	(12)	14	86	(72)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(4 423)	1 158	(2 329)	9 510
Dotation à la provision pour pertes sur créances	417	484	1 217	865
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 4)	(164)	(113)	(554)	(288)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	14 656	1 918	2 233	(8 949)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(11 643)	(4 096)	4 294	1 471
Amortissement des bureaux et du matériel	79	64	209	187
Amortissement des actifs incorporels	48	45	153	135
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs sur les bénéfices	(73)	109	(161)	152
(Augmentation) diminution nette des impôts exigibles sur les bénéfices	317	(341)	507	(868)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	239	104	537	433
– (Diminution) des intérêts à payer	(237)	(111)	(421)	(373)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 544	532	(341)	(1 935)
(Gain) à la vente de terrains et de bâtiments	(1)	(13)	(6)	(13)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 328	336	6 846	1 808
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	7 845	8 199	(1 599)	5 924
(Diminution) nette des titres vendus à découvert	(1 094)	(2 714)	(5 786)	(7 962)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	5 144	(2 083)	20 063	(4 886)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(1)	(832)	(114)	2 054
Remboursement de la dette subordonnée (note 11)	–	–	(140)	(150)
Produit de l'émission de dette subordonnée (note 11)	–	–	–	900
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 12)	–	–	(250)	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 12)	400	300	825	550
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 12)	34	12	1 051	34
Frais d'émission d'actions	(6)	(5)	(32)	(10)
Dividendes versés en espèces	(324)	(340)	(995)	(1 016)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	11 998	2 537	13 023	(4 562)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(129)	654	8 187	1 924
Achats de titres, autres que de négociation	(6 337)	(3 933)	(30 664)	(16 867)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 907	1 994	9 060	14 188
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	2 453	1 169	13 726	6 967
(Augmentation) nette des prêts	(2 277)	(6 669)	(2 359)	(15 708)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	417	2 626	5 998	5 771
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(8 914)	1 492	(20 261)	6 332
Produit de la vente de terrains et de bâtiments	1	19	12	19
Bureaux et matériel – achats nets	(78)	(71)	(165)	(175)
Logiciels achetés et conçus – achats nets	(52)	(48)	(140)	(107)
Acquisitions (note 8)	–	(49)	(316)	(153)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(12 009)	(2 816)	(16 922)	2 191
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(806)	39	(1 323)	157
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	511	96	1 624	(406)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	10 247	3 148	9 134	3 650
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>10 758 \$</b>	<b>3 244 \$</b>	<b>10 758 \$</b>	<b>3 244 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	9 541 \$	1 747 \$	9 541 \$	1 747 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 217	1 497	1 217	1 497
	10 758 \$	3 244 \$	10 758 \$	3 244 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>				
Intérêts versés au cours de la période	1 054 \$	2 193 \$	4 261 \$	7 899 \$
Impôts sur les bénéfices payés (remboursés) au cours de la période	(243)\$	132 \$	(249)\$	740 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2009 (non vérifié)

## Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, telles qu'elles figurent aux pages 108 à 151 de notre Rapport annuel 2008. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes

comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sous réserve de ce qui est présenté à la note 2.

## Note 2 : Modification d'une convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles exigences de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») portant sur la comptabilisation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Nous avons retraité les chiffres des états financiers

des périodes antérieures afin de refléter cette modification. Ces nouvelles règles exigent que nous reclassions certains logiciels du poste Bureaux et matériel dans le poste Actifs incorporels.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les chiffres de la période à l'étude et des périodes antérieures de cette modification de la convention comptable :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008
<b>Bilan consolidé</b>					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(510)\$	(510)\$	(515)\$	(506)\$	(469)\$
Augmentation des actifs incorporels	510	510	515	506	469
<b>État consolidé des résultats</b>					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(36)\$	(42)\$	(41)\$	(37)\$	(34)\$
Augmentation de l'amortissement des actifs incorporels	36	42	41	37	34

Le tableau suivant présente les chiffres retraités de la période à l'étude et des périodes antérieures pour les logiciels comptabilisés dans les actifs incorporels :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008
<b>Actifs incorporels</b>					
Logiciels achetés 1)	1 021 \$	1 006 \$	1 009 \$	1 003 \$	980 \$
Logiciels conçus 1) 2)	771	774	743	696	614
<b>Actifs incorporels – Logiciels</b>	<b>1 792</b>	<b>1 780</b>	<b>1 752</b>	<b>1 699</b>	<b>1 594</b>
<b>Amortissement cumulé</b>	<b>(1 282)</b>	<b>(1 270)</b>	<b>(1 237)</b>	<b>(1 193)</b>	<b>(1 125)</b>
<b>Valeur comptable</b>	<b>510 \$</b>	<b>510 \$</b>	<b>515 \$</b>	<b>506 \$</b>	<b>469 \$</b>

1) Amortissement linéaire sur la durée de vie utile d'un maximum de cinq ans.

2) Ces chiffres incluent 67 millions de dollars au 31 juillet 2009, 55 millions au 30 avril 2009, 58 millions au 31 janvier 2009, 55 millions au 31 octobre 2008 et 57 millions au 31 juillet 2008 à l'égard des logiciels en développement qui ne sont pas amortissables.

### Note 3 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2009, une provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit de 5 millions de dollars (néant au 31 juillet 2008) était comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Provision spécifique au début de la période	21 \$	12 \$	43 \$	1 \$	447 \$	312 \$	– \$	– \$	511 \$	325 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	8	3	163	82	186	349	–	–	357	434
Recouvrements	–	–	27	24	8	10	–	–	35	34
Radiations	–	–	(188)	(106)	(187)	(263)	–	–	(375)	(369)
Écarts de change et autres	–	–	–	–	(28)	3	–	–	(28)	3
Provision spécifique à la fin de la période	29	15	45	1	426	411	–	–	500	427
Provision générale au début de la période	21	7	236	316	1 009	636	48	52	1 314	1 011
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	1	11	33	45	19	6	(3)	60	50
Écarts de change et autres	–	–	–	–	(71)	6	–	–	(71)	6
Provision générale à la fin de la période	19	8	247	349	983	661	54	49	1 303	1 067
Provision totale	48 \$	23 \$	292 \$	350 \$	1 409 \$	1 072 \$	54 \$	49 \$	1 803 \$	1 494 \$
Composition : Prêts	48 \$	23 \$	292 \$	350 \$	1 404 \$	1 072 \$	54 \$	49 \$	1 798 \$	1 494 \$
Autres instruments de crédit	–	–	–	–	5	–	–	–	5	–

Pour les périodes de neuf mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Provision spécifique au début de la période	13 \$	14 \$	2 \$	1 \$	411 \$	142 \$	– \$	– \$	426 \$	157 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	17	3	461	219	679	533	–	–	1 157	755
Recouvrements	–	–	77	70	26	21	–	–	103	91
Radiations	(1)	(2)	(495)	(289)	(661)	(292)	–	–	(1 157)	(583)
Écarts de change et autres	–	–	–	–	(29)	7	–	–	(29)	7
Provision spécifique à la fin de la période	29	15	45	1	426	411	–	–	500	427
Provision générale au début de la période	8	11	242	327	1 030	517	41	43	1 321	898
Dotation à la provision pour pertes sur créances	11	(3)	5	22	31	85	13	6	60	110
Écarts de change et autres	–	–	–	–	(78)	59	–	–	(78)	59
Provision générale à la fin de la période	19	8	247	349	983	661	54	49	1 303	1 067
Provision totale	48 \$	23 \$	292 \$	350 \$	1 409 \$	1 072 \$	54 \$	49 \$	1 803 \$	1 494 \$
Composition : Prêts	48 \$	23 \$	292 \$	350 \$	1 404 \$	1 072 \$	54 \$	49 \$	1 798 \$	1 494 \$
Autres instruments de crédit	–	–	–	–	5	–	–	–	5	–

#### Note 4 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 31 juillet 2009 et 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	417 \$	1 622 \$	– \$	999 \$	417 \$	2 621 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	–	–	–	47	–	47
Prix d'achat différé	14	59	–	25	14	84
Passif de gestion	(1)	(9)	–	(4)	(1)	(13)
	430	1 672	–	1 067	430	2 739
Prêts vendus	415	1 651	–	1 047	415	2 698
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	15 \$	21 \$	– \$	20 \$	15 \$	41 \$
Gain à la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement	33 \$	19 \$	116 \$	53 \$	149 \$	72 \$

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de neuf mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	5 966 \$	4 233 \$	– \$	1 524 \$	5 966 \$	5 757 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	–	–	–	71	–	71
Prix d'achat différé	161	193	–	38	161	231
Passif de gestion	(25)	(28)	–	(6)	(25)	(34)
	6 102	4 398	–	1 627	6 102	6 025
Prêts vendus	6 025	4 326	–	1 597	6 025	5 923
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	77 \$	72 \$	– \$	30 \$	77 \$	102 \$
Gain à la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement	124 \$	54 \$	353 \$	132 \$	477 \$	186 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé des nouvelles opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation 1)		Prêts sur cartes de crédit 2)	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	1,53	3,70	–	0,49
Taux de remboursement anticipé (%)	16,00	14,00	–	40,46
Taux d'intérêt (%)	5,03	5,22	–	21,25
Pertes prévues sur créances	–	–	–	2,41
Taux d'actualisation (%)	1,28	4,19	–	10,19

	Prêts hypothécaires à l'habitation 1)		Prêts sur cartes de crédit 2)	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de neuf mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	3,12	4,15	–	0,45
Taux de remboursement anticipé (%)	24,81	13,48	–	40,68
Taux d'intérêt (%)	4,31	5,42	–	21,26
Pertes prévues sur créances	–	–	–	2,41
Taux d'actualisation (%)	2,43	4,24	–	10,26

1) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

2) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2009.

## **Note 5 : Entités à détenteurs de droits variables**

### **Entités de titrisation canadiennes des clients**

Les entités de titrisation canadiennes des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution.

Les actifs détenus par nos entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 6 644 millions de dollars au 31 juillet 2009 (11 106 millions au 31 octobre 2008). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Au 31 juillet 2009, le montant de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 891 millions (2 139 millions au 31 octobre 2008). Le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 6 808 millions au 31 juillet 2009 (11 040 millions au 31 octobre 2008). Au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, aucun montant n'était utilisé aux termes des facilités. La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 55 millions au 31 juillet 2009 (un actif dérivé de 55 millions au 31 octobre 2008).

Au 31 juillet 2009, notre bilan consolidé comportait des actifs de 815 millions de dollars classés dans les autres actifs (265 millions au 31 octobre 2008) relatifs à trois EDDV que nous avons consolidées étant donné que nous absorbons la majorité des pertes prévues.

### **Entité de titrisation américaine des clients**

Les actifs détenus par notre entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 5 323 millions de dollars (4 940 millions de dollars américains) au 31 juillet 2009 (7 993 millions ou 6 636 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de facilités de trésorerie. Au 31 juillet 2009, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 6 606 millions (6 131 millions de dollars américains) (10 015 millions ou 8 315 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons fourni un financement de 851 millions de dollars américains conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie. Au 31 juillet 2009, l'encours de ce financement était de 219 millions de dollars (203 millions de dollars américains) (538 millions ou 447 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec cette entité était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 5 millions (4 millions de dollars américains) au 31 juillet 2009 (un actif dérivé de 1 million ou 1 million de dollars américains au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider notre entité de titrisation américaine des clients.

### **Entités de titrisation de la Banque**

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 9 662 millions de dollars au 31 juillet 2009 (9 719 millions au

31 octobre 2008), tous ces actifs étant situés au Canada. Nous ne sommes pas tenus de consolider nos entités de titrisation de la Banque. Nous fournissons également un soutien de trésorerie à nos entités de titrisation de prêts hypothécaires de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008. Aucune somme n'était utilisée au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008. Au 31 juillet 2009, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 32 millions de dollars (509 millions au 31 octobre 2008), lequel était classé comme titres de négociation.

La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 107 millions de dollars au 31 juillet 2009 (un actif dérivé de 121 millions au 31 octobre 2008).

### **Entité de protection de crédit**

Nous soutenons Apex Trust (Apex), une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient à 2 416 millions de dollars au 31 juillet 2009 (2 794 millions au 31 octobre 2008). Une facilité de financement de premier rang pour un montant de 1 130 millions, dont nous fournissons 1 030 millions, est à la disposition de Apex. Au 31 juillet 2009, une somme de 214 millions était utilisée dans le cadre de notre facilité (553 millions au 31 octobre 2008). Nous avons également autorisé une facilité de crédit de premier rang remboursable à vue de 1 milliard de dollars pour Apex. Aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité. Nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

Au 31 juillet 2009, l'exposition nette relative aux billets à moyen terme que nous détenons se chiffrait à 423 millions de dollars (625 millions au 31 octobre 2008). Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total, pour un montant de 600 millions, conclu avec nous. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

### **Entités de gestion de placements structurés**

Les entités de gestion de placements structurés offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités s'établissaient à 5 624 millions de dollars américains et à 598 millions d'euros au 31 juillet 2009 (6 824 millions de dollars américains et 698 millions d'euros au 31 octobre 2008).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'une facilité de trésorerie afin de financer le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, a été ramené à néant au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008. Les sommes utilisées dans le cadre des facilités de trésorerie fournies

aux entités de gestion de placements structurés se chiffraient à 6 372 million de dollars américains et à 622 millions d'euros au 31 juillet 2009 (3 716 millions de dollars américains et 477 millions d'euros au 31 octobre 2008). Les facilités de trésorerie s'établissaient à 6 611 millions de dollars américains et à 650 millions d'euros au 31 juillet 2009 (7 672 millions de dollars américains et 672 millions d'euros au 31 octobre 2008). La juste

valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités de gestion de placements structurés a été comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 13 millions au 31 juillet 2009 (un actif dérivé de 57 millions au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces entités de gestion de placements structurés.

## Note 6 : Instruments financiers

### Modification d'une convention comptable

Le 1<sup>er</sup> août 2008, nous avons choisi de transférer certains titres classés comme titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison

des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le			Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 juillet 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 732 \$	1 737 \$	1 955 \$	1 955 \$
(Ventes/échéances) achats nets	(175)	(54)	(222)	(451)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	62	93	31	186
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	(23)	(8)	(50)	(81)
Incidence du taux de change	(103)	(36)	23	(116)
Juste valeur des titres à la fin de la période	1 493 \$	1 732 \$	1 737 \$	1 493 \$

### Modifications futures de conventions comptables

Le 20 août 2009, l'ICCA a publié de nouvelles exigences comptables relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers, lesquelles prendront effet pour la Banque au quatrième trimestre de 2009. Aux termes de la nouvelle norme, nous devons reclasser les titres disponibles à la vente et les titres de créance détenus aux fins de négociation, lorsqu'il n'y a pas de marché actif, dans les prêts et créances, et certains prêts pour lesquels il existe un marché actif doivent être reclassés dans les titres disponibles à la vente. Le calcul de la perte de valeur des titres de

créance reclassés sera conforme à celui de notre portefeuille de prêts, c'est-à-dire qu'il se fondera sur notre évaluation de la recouvrabilité du capital et des intérêts. Les reclassements seront effectués en date du 1<sup>er</sup> novembre 2008 et, par conséquent, les moins-values durables qui ne reflètent pas des pertes sur créances comptabilisées au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 seront reprises. Nous prévoyons que l'adoption de cette norme comptable n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats.

### Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles

internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés était la suivante :

	(en millions de dollars canadiens)									
	Titres disponibles à la vente		Titres de négociation		Passifs inscrits à la juste valeur		Instruments dérivés			
	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008	Actif		Passif	
	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2009	31 octobre 2008
Évaluation selon les cours du marché	25 430 \$	9 044 \$	62 911 \$	64 129 \$	12 717 \$	18 792 \$	2 651 \$	6 170 \$	1 667 \$	2 096 \$
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	14 927	20 873	2 005	1 441	2 459	2 493	55 512	57 601	56 399	57 568
Évaluation selon des modèles internes (sans données observables)	2 202	2 198	1 236	462	-	-	1 417	1 815	504	384
Total	42 559 \$	32 115 \$	66 152 \$	66 032 \$	15 176 \$	21 285 \$	59 580 \$	65 586 \$	58 570 \$	60 048 \$

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres de négociation comprenaient, au 31 juillet 2009, 423 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex, dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions (voir la note 5). L'évaluation de ces billets à moyen terme a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce

qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (9) millions et de 9 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, l'incidence des variations de la juste valeur de notre investissement dans les billets à moyen terme de Apex sur le revenu net a été un revenu de 16 millions avant impôts

(charge de 202 millions avant impôts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

Les titres de négociation comprenaient, au 31 juillet 2009, des billets de 145 millions de dollars (valeur nominale de 323 millions) liés à l'Accord de Montréal. L'évaluation de ces billets a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2009, les sommes de 736 millions et de 87 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été un revenu de 40 millions avant impôts (71 millions avant impôts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

## **Note 7 : Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 000 millions de dollars au 31 juillet 2009 (15 270 millions au 31 octobre 2008). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne

### **Passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction**

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une augmentation de 23 millions de dollars des revenus de négociation, dans la rubrique Revenu autre que d'intérêts, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, incluant une charge de 76 millions de dollars imputable aux fluctuations de nos écarts de taux (95 millions de dollars et 142 millions de dollars, respectivement, pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009). Nous avons constaté des pertes correspondantes sur les dérivés et les autres instruments financiers détenus pour couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et le 31 juillet 2009, correspond à une perte non réalisée de 27 millions de dollars. Au premier trimestre de 2009, nous avons couvert l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux et avons comptabilisé des gains de 134 millions de dollars sur ces instruments de couverture depuis leur mise en place.

Au 31 juillet 2009, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 2 459 millions et 2 745 millions de dollars (2 493 millions et 2 982 millions respectivement au 31 octobre 2008).

dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 20 503 millions de dollars au 31 juillet 2009 (32 806 millions au 31 octobre 2008). Au 31 juillet 2009, 315 millions étaient utilisés sur ces facilités conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (656 millions au 31 octobre 2008), dont 219 millions (203 millions de dollars américains) (538 millions ou 447 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 5.

### **Facilités de rehaussement de crédit**

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Au 31 juillet 2009, des facilités de rehaussement de crédit de 7 581 millions de dollars (6 243 millions au 31 octobre 2008) étaient incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients et aux véhicules de titrisation de la Banque dont il est question à la note 5.

### **Facilités de financement de premier rang**

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 juillet 2009, 8 035 millions de dollars étaient utilisés (5 761 millions au 31 octobre 2008) conformément aux modalités

des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 5.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 31 juillet 2009.

## Note 8 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

### Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada

Le 1<sup>er</sup> avril 2009, nous avons conclu l'acquisition de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (« BMO Société d'assurance-vie »), pour une contrepartie en espèces de 330 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la

transaction, établi en fonction de l'actif net. Cette acquisition permettra à nos clients d'accéder à une plus vaste gamme de solutions de placement, de planification financière et d'assurance. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel est amorti de façon linéaire sur cinq ans, une entente de non-concurrence, qui est amortie de façon linéaire sur deux ans, un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur cinq ans, et d'actifs incorporels constitués de logiciels existants, qui sont amortis de façon linéaire sur cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. BMO Société d'assurance-vie fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	BMO Société d'assurance-vie
Encaisse	352 \$
Valeurs mobilières	2 638
Prêts	54
Bureaux et matériel	18
Écarts d'acquisition	1
Actifs incorporels	15
Actifs divers	142
Total de l'actif	3 220
Passifs divers	2 890
Total du passif	2 890
Prix d'achat	330 \$

La répartition du prix d'achat de BMO Société d'assurance-vie est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## Note 9 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, nous avons attribué un total de 2 220 027 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options attribuées au

cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 était de 5,57 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options attribuées au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009

Rendement prévu des actions	5,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,8 %
Taux de rendement sans risque	2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

## Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Prestations constituées des employés	29 \$	34 \$	3 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	64	57	12	14
Perte actuarielle constatée dans la charge	18	2	-	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	3	(1)	(1)
Rendement prévu des actifs des régimes	(60)	(73)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	55	23	13	18
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	16	15	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	1	4	-	-
<b>Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs</b>	<b>72 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>18 \$</b>

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Pour les périodes de neuf mois terminées le				
Prestations constituées des employés	97 \$	114 \$	9 \$	14 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	195	171	38	39
Perte actuarielle constatée dans la charge	56	8	-	8
Amortissement du coût des modifications aux régimes	10	8	(5)	(4)
Rendement prévu des actifs des régimes	(183)	(218)	(4)	(4)
Charge liée aux prestations constituées	175	83	38	53
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	49	47	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	5	11	-	-
<b>Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs</b>	<b>229 \$</b>	<b>141 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>53 \$</b>

## Note 10 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration pour 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> novembre 2007	96 \$
Somme payée au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(45)
Reprise au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(8)
Solde au 31 octobre 2008	43
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009	(13)
Solde au 31 janvier 2009	30
Somme payée au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009	(7)
Solde au 30 avril 2009	23
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009	(5)
Reprise au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009	(10)
Solde au 31 juillet 2009	8 \$

## Note 11 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débetures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis pour 450 millions de dollars de billets de BMO de catégorie 1 – série A échéant le 31 décembre 2107, par l'intermédiaire de la Fiducie de capital BMO II. Cette fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider; par conséquent, les billets de BMO de catégorie 1 – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. Il y a lieu de se reporter à la note 11 de notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les billets de BMO de catégorie 1 – série A.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis une dette subordonnée de 900 millions de dollars aux termes de notre programme canadien de billets à moyen terme. Cette émission de billets à moyen terme de série F, première tranche, arrive à échéance en mars 2023. Les intérêts sur cette émission sont payables semestriellement à un taux fixe de 6,17 % jusqu'au 28 mars 2018, et par la suite à un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,50 %, payable trimestriellement, jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série A, deuxième tranche, à 5,75 % et échéant en 2013, pour un montant total de 150 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix correspondant à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus à la date du remboursement.

## Note 12 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous avons émis 16 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 5,4 %, série 23, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 400 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons émis 11 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 21, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 275 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant d'environ 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous avons émis 12 000 000 d'actions de catégorie B à taux rajusté et à

dividende non cumulatif de 5,2 %, série 16, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 300 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours des trimestres terminés le 31 juillet 2009 et le 31 juillet 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui expire le 7 septembre 2009 et en vertu de laquelle nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

### Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

### Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 juillet 2009

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200 \$	-
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 16	12 000 000	300	-
Catégorie B - Série 18	6 000 000	150	-
Catégorie B - Série 21	11 000 000	275	-
Catégorie B - Série 23	16 000 000	400	-
		2 571	
Actions ordinaires	548 462 203	6 055	-
Capital-actions		8 626 \$	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	19 789 710 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, aux pages 135 à 138 de notre Rapport annuel 2008.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.  
s.o. - sans objet

## Note 13 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique requis, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2009, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 juillet 2009 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au

risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantisements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 31 juillet 2009 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 à 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 15 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de neuf mois terminées le	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net – selon les PCGR du Canada	557 \$	521 \$	1 140 \$	1 418 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	16	5	128	23
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	573 \$	526 \$	1 268 \$	1 441 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	0,97 \$	1,00 \$	1,97 \$	2,73 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,00	1,01	2,21	2,78
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,97	0,98	1,97	2,70
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,99	1,00	2,20	2,75

### Moins-values durables

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, nous avons adopté les nouvelles directives américaines du Financial Accounting Standards Board qui ont modifié les directives en matière d'évaluation des pertes de valeur et les principes de constatation des moins-values durables des titres de créance et ont resserré les exigences de présentation et d'informations à fournir

relatives aux titres de créance et de participation. Aux termes de ces nouvelles directives, s'il est déterminé qu'un titre de créance a subi une moins-value durable, le montant de cette moins-value équivaut à la perte sur créance qui sera constatée en résultat et la charge de dépréciation résiduelle sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Aux termes des PCGR du Canada, toutes les moins-values sont constatées en résultat.

## **Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique**

### **Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2009, les résultats de nos activités liées aux dépôts à terme sont présentés dans PE Canada plutôt que dans le groupe Gestion privée. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et de l'assurance au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. À compter du troisième trimestre de 2009, toutes nos activités d'assurance se feront au sein du groupe GP. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et

l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

### **Normes de présentation**

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons aux notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

#### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et au rendement plus élevé. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

#### *Dotations à la provision pour pertes sur créances*

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

### **Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

### **Information géographique**

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	953 \$	210 \$	87 \$	440 \$	(224)\$	1 466 \$
Revenu autre que d'intérêts	400	62	434	593	23	1 512
Revenu total	1 353	272	521	1 033	(201)	2 978
Dotation à la provision pour pertes sur créances	97	17	1	43	259	417
Frais autres que d'intérêts	737	215	392	516	13	1 873
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	519	40	128	474	(473)	688
Impôts sur les bénéfices	163	15	8	131	(205)	112
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	356 \$	25 \$	120 \$	343 \$	(287)\$	557 \$
Actif moyen	124 070 \$	29 081 \$	12 941 \$	240 889 \$	15 536 \$	422 517 \$
Écarts d'acquisition (au)	119 \$	979 \$	345 \$	106 \$	2 \$	1 551 \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	869 \$	197 \$	97 \$	294 \$	(175)\$	1 282 \$
Revenu autre que d'intérêts	383	51	468	459	103	1 464
Revenu total	1 252	248	565	753	(72)	2 746
Dotation à la provision pour pertes sur créances	87	12	1	29	355	484
Frais autres que d'intérêts	697	194	394	477	20	1 782
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	468	42	170	247	(447)	480
Impôts sur les bénéfices	153	14	45	(16)	(255)	(59)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Revenu net	315 \$	28 \$	125 \$	263 \$	(210)\$	521 \$
Actif moyen	126 242 \$	27 538 \$	8 697 \$	231 265 \$	2 131 \$	395 873 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	903 \$	338 \$	102 \$	2 \$	1 449 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	2 757 \$	683 \$	265 \$	1 460 \$	(1 037)\$	4 128 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 121	180	1 202	1 112	332	3 947
Revenu total	3 878	863	1 467	2 572	(705)	8 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	285	53	4	129	746	1 217
Frais autres que d'intérêts	2 134	680	1 140	1 440	208	5 602
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 459	130	323	1 003	(1 659)	1 256
Impôts sur les bénéfices	461	46	52	232	(732)	59
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	57	57
Revenu net	998 \$	84 \$	271 \$	771 \$	(984)\$	1 140 \$
Actif moyen	123 804 \$	32 051 \$	11 057 \$	269 745 \$	11 922 \$	448 579 \$
Écarts d'acquisition (au)	119 \$	979 \$	345 \$	106 \$	2 \$	1 551 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	2 541 \$	536 \$	275 \$	845 \$	(534)\$	3 663 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 052	184	1 365	873	255	3 729
Revenu total	3 593	720	1 640	1 718	(279)	7 392
Dotation à la provision pour pertes sur créances	252	31	3	87	492	865
Frais autres que d'intérêts	2 022	559	1 137	1 300	58	5 076
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 319	130	500	331	(829)	1 451
Impôts sur les bénéfices	434	46	132	(90)	(544)	(22)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	55	55
Revenu net	885 \$	84 \$	368 \$	421 \$	(340)\$	1 418 \$
Actif moyen	124 499 \$	25 744 \$	8 469 \$	232 024 \$	3 029 \$	393 765 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	903 \$	338 \$	102 \$	2 \$	1 449 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le <b>31 juillet 2009</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 020 \$	380 \$	66 \$	1 466 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 083	287	142	1 512
Revenu total	2 103	667	208	2 978
Dotation à la provision pour pertes sur créances	154	243	20	417
Frais autres que d'intérêts	1 361	471	41	1 873
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	588	(47)	147	688
Impôts sur les bénéfices	135	(26)	3	112
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
<b>Revenu net</b>	<b>440 \$</b>	<b>(27)\$</b>	<b>144 \$</b>	<b>557 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>262 875 \$</b>	<b>130 315 \$</b>	<b>29 327 \$</b>	<b>422 517 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>436 \$</b>	<b>1 091 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>1 551 \$</b>

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	934 \$	285 \$	63 \$	1 282 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 154	293	17	1 464
Revenu total	2 088	578	80	2 746
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	452	-	484
Frais autres que d'intérêts	1 303	433	46	1 782
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	753	(307)	34	480
Impôts sur les bénéfices	50	(116)	7	(59)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
<b>Revenu net</b>	<b>690 \$</b>	<b>(196)\$</b>	<b>27 \$</b>	<b>521 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>232 104 \$</b>	<b>131 972 \$</b>	<b>31 797 \$</b>	<b>395 873 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>422 \$</b>	<b>1 007 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>1 449 \$</b>

Pour la période de neuf mois terminée le <b>31 juillet 2009</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 636 \$	1 230 \$	262 \$	4 128 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 896	919	132	3 947
Revenu total	5 532	2 149	394	8 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	392	805	20	1 217
Frais autres que d'intérêts	3 977	1 504	121	5 602
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 163	(160)	253	1 256
Impôts sur les bénéfices	174	(112)	(3)	59
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	17	-	57
<b>Revenu net</b>	<b>949 \$</b>	<b>(65)\$</b>	<b>256 \$</b>	<b>1 140 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>269 085 \$</b>	<b>149 384 \$</b>	<b>30 110 \$</b>	<b>448 579 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>436 \$</b>	<b>1 091 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>1 551 \$</b>

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 691 \$	745 \$	227 \$	3 663 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 901	869	(41)	3 729
Revenu total	5 592	1 614	186	7 392
Dotation à la provision pour pertes sur créances	185	673	7	865
Frais autres que d'intérêts	3 694	1 244	138	5 076
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 713	(303)	41	1 451
Impôts sur les bénéfices	193	(163)	(52)	(22)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	41	14	-	55
<b>Revenu net</b>	<b>1 479 \$</b>	<b>(154)\$</b>	<b>93 \$</b>	<b>1 418 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>234 065 \$</b>	<b>127 656 \$</b>	<b>32 044 \$</b>	<b>393 765 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>422 \$</b>	<b>1 007 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>1 449 \$</b>

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 août 2009 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 23 novembre 2009, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3278112).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 23 novembre 2009.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, [viki.lazaris@bmo.com](mailto:viki.lazaris@bmo.com), 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, [steven.bonin@bmo.com](mailto:steven.bonin@bmo.com), 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances

[russ.robertson@bmo.com](mailto:russ.robertson@bmo.com), 416-867-7360

### Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6785

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Mai 2009 42,26 \$ (41,41 \$\*)

Juin 2009 47,82 \$

Juillet 2009 52,14 \$

\* reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

### Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)

---

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal

#### Assemblée annuelle de 2010

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 23 mars 2010 à Winnipeg, au Manitoba.